L'unité

N°58 2F50 Hebdomadaire socialiste 30 mars 1973



Au risque de vous plaire



Livres

ROMANS

*** Georgette Elgey : La fenêtre ouverte (Fayard).**

Fenêtre ouverte. Ouverte sur quoi ? Sur une dure réalité : en 1942, à Paris, une petite fille découvre que sa mère est juive... Refuge à Lyon. Trente ans plus tard, elle se souvient : dénonciations, faux-papiers, clandestinité.

*** Yvan Audouard : Sarah des sables (Julliard).**

Quand Marie devient Sarah ; et Pierre, Paquito. Sous le soleil de l'Espagne. Une histoire d'amour qui n'a rien d'une « love story ». Audouard sait rendre générosité à la vie simple : il en fait un défi à la mort.

POESIE

*** Nazim Hikmet : Les paysages humains (Maspéro).**

*** De l'espoir à vous faire pleurer de rage (Maspéro)**

« J'aurais pu être un amiral turc, disait Hikmet, mais je préfère être un poète, c'est mieux ! » Le personnage est campé. Il a choisi Maïakovski pour modèle. Communiste, il connut la prison : c'est là qu'il écrivit « De l'espoir... » Sa poésie est une chronique quotidienne. Montand la chante. Memhet s'en est servi pour son spectacle « Légendes à venir ». La Turquie d'aujourd'hui a encore énormément besoin de cette voix d'espérance, rude comme le Bosphore, claire et limpide comme la Méditerranée.

*** Iouli Daniel : Poèmes de prison (Gallimard).**

Arrêté en 1965, il fut jeté en prison, puis envoyé aux travaux forcés : il en sortit en 1970. Sa femme, envoyée en Sibérie en 1958, serait libre depuis 1971. Ses poèmes disent la douleur des espoirs déçus et des idéaux bafoués.

*** Arthur Rimbaud : Poésies. Une saison en enfer. Illuminations (Gallimard, coll. Poésie de poche).**

Cette édition vaut surtout par l'admirable préface de René Char. La rencontre de deux grands poètes est toujours un événement.

SOCIETE

*** Marc Paillet : Marx contre Marx (Denoël-Gonthier, coll. Médiations).**

Interrogeant la société « technobureaucratique » qui sévit dans certains pays « socialistes », l'auteur nous fait nous interroger sur l'avenir.

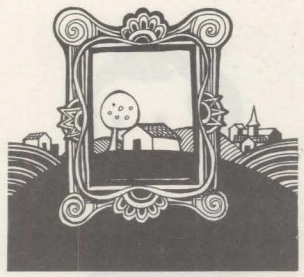
ARCHITECTURE

*** Jean Traulos : Athènes au fil du temps (Joël Cuénot, éditeur).**

L'histoire de la croissance d'une ville et l'évolution de son architecture.

*** Justos Dahinden : Structures urbaines de demain (Editions du Chêne).**

La parole au futur. Et une somme de recherches.



Expositions

*** Musée d'Art moderne de la Ville de Paris : Heinz Mack.**

Un jeune Allemand aux confins du cinétisme. Trames métalliques mouvantes et jeux de lumières. L'aluminium se déroule, se torsade, se déploie. Faut-il parler de sculpture ?

*** Musée du Louvre : Autour de Levy-Dhurmer.**

Visionnaires et Intimistes en 1900. Ils se nommaient Ernest Laurent, Charles Cottet, Henri Le Sidaner et René Ménard. Lucien Lévy-Dhurmer, pastelliste et céramiste, fut leur précurseur : il a, entre autres, signé les célèbres portraits de Pierre Loti et Marguerite Moreno.

*** Galerie Françoise Tournié (10, rue du Roi-de-Sicile) : Marcel Jean.**

Un compagnon des surréalistes qu'il fréquenta régulièrement de 1930 à 1950. Ses peintures récentes, ses sculptures en polystyrène ont pour thème « l'autre monde », le nôtre, auquel il se veut étranger ; il montre des villes aux architectures extravagantes, nos villes.

*** Galerie Guiot (18, avenue de Matignon, Paris) : Desnoyer.**

Le Roussillon peint par un héritier de Cézanne. Avec ses grappes de toitures et ses montagnes violettes. La couleur des « fauves » règne encore ça et là.

*** Galerie Arnaud (212, boulevard St-Germain, Paris) : Joe Downing.**

L'artiste affirme : « Du pont des Arts, la nuit, la lune tombe en soixante-dix-sept morceaux dans la Seine. » Ses toiles crépitent de cette mise en pièces d'un feu en chute libre.

*** Musée d'Art moderne de la Ville de Paris : La peinture anglaise autour de 1960.**

Hamilton, Blake, Hockney, Smith, Riley : vous connaissez ? Sans le savoir, oui. Puisque c'est à leur propos qu'un critique d'art inventa, en 1963, l'expression « pop art ». Depuis, on les dit dépassés. Mais un retour aux sources permettra de mieux comprendre l'avant-garde actuelle.



Théâtre

PARIS

*** Théâtre de la Cité internationale : « Le Poète à New York » de Federico Garcia Lorca, par l'Atelier de Recherches théâtrales du Proscenium.**

L'importance de ce travail théâtral vient de sa méthode : un « collectif » qui s'interroge sur les moyens de refuser les salles « à l'italienne ».

*** Théâtre du Ranelagh : « Eggs » de Mike McVay, par la troupe américaine Mill Company de Washington.**

Une forme de spectacle « underground » qui met au premier plan le besoin d'évasion hors des villes. Une pièce qui rit au nez de l'urbanisme-prison.

*** Théâtre Mouffetard : « Les animateurs du jour » et « Strange Morning » par le Théâtre du Masc, mise en scène de Jacques Rives.**

Deux pièces pour une angoisse : comment vivre heureux ? Les arbres publicitaires remplacent la chlorophylle et les « caisse-abris » se substituent aux chaumières. La société actuelle organise l'ordre et le chantage. Oui, vraiment, comment vivre heureux ?

PROVINCE

*** Tourcoing : « Les acteurs de bonne foi » et « La colonie » de Marivaux, par le Théâtre du Lambrequin. Mise en scène de Jacques Rosner.**

Marivaux, ce n'est pas du marivaudage ! Ce spectacle prouve qu'on a un peu légèrement aseptisé cet auteur ironique. Dans la première pièce, il s'interroge sur la fonction sociale du théâtre et, dans la seconde, sur la condition féminine.

*** Nice : « Faust » de Goethe. Par le Centre national dramatique de Nice-Côte d'Azur, mise en scène de Jean Launay.**

L'an dernier, Antoine Vitez s'était attaqué à cette œuvre immense. Son traitement, quasi cinématographique dans la gestuelle, était original. La troupe de Gabriel Monnet reprend un flambeau difficile.

*** Toulouse : « Jules César » de Shakespeare, par le Grenier de Toulouse. Mise en scène de Maurice Sarrazin.**

Une pièce plus que contemporaine, puisqu'elle pose le problème politique de la représentation politique du peuple dans les hautes instances du Pouvoir... Pompidou trouvera-t-il son Brutus ?

Music-hall

*** Théâtre des Deux Portes (Paris) : Max Rongier.**

Rongier a un très grand talent. Il chante de très bonnes chansons (signées Guillevic ou Réva). Pourquoi le laisse-t-on dans un ghetto ?

*** Théâtre des Capucines : Anne Sylvestre.**

Elle est hors commerce. Elle part et revient de temps à autre. Elle donne à rêver. Elle se fait discrète, mais c'est pour mieux frapper. Un rendez-vous à ne pas manquer.



Cinéma

*** Robert Altman : Images.**

Voir en page 19 de ce numéro.

*** Kenneth Anger, etc. : Cinéma underground.**

Pour l'inauguration, la semaine prochaine, de deux nouvelles salles (Studio Christine), voici 8 courts métrages américains et anglais représentatifs du cinéma « hors circuit ». Notamment, à côté du désormais classique « Scorpio rising », de Kenneth Anger, « Invocation » (du même auteur) et l'excellent « Oh dem watermelons » de Robert Nelson. Des extraits de ces films avaient été récemment présentés à la télévision par Roger Hanin.

*** José Benazeraf : The french love.**

Benazeraf a beau avoir beaucoup de petits copains dans « les milieux du cinéma », il n'en bat pas moins un double record : de démagogie, dans la récupération de tous les thèmes à la mode. Et de nullité « pensante ».

*** Tom Gries : La corruption, l'ordre et la violence (à partir de jeudi prochain).**

Sur une route enneigée de l'Etat de l'Utah, un fourgon cellulaire roule vers la prison. Dedans, deux délinquants primaires : un professeur, condamné pour homicide involontaire, et un jeune garçon accusé de trafic de drogue. La suite est simple, rude, brutale : les deux « novices » découvrent l'univers carcéral. Avec eux, le spectateur regarde, ébahi : la discipline est faite par le caïd des « taulards », Slocum, qui a étendu son réseau de corruption jusqu'aux gardiens ; il commande, tous obéissent ; le directeur de la prison ferme les yeux. Les deux prisonniers ne feront pas leur « temps » : ils mourront, le plus jeune se suicidant, le « prof » tué parce qu'il a refusé de se laisser corrompre.

« La corruption... » (« Glass house ») est un constat terrifiant. Sans plus. Sans fioritures ni recherches artistiques. Le sujet ne supporterait d'ailleurs pas la fantaisie ou l'exercice de caméra. Les mêmes problèmes existent en France. Question : autoriserait-on le tournage d'un tel film à Fresnes ?

Sommaire

4
Gauche : Une cohésion confirmée

5
Majorité : Les petits Béria de l'Elysée

6
Editorial : Un profond divorce

7
Sursis : Le Pouvoir contre les jeunes

8
Etudiants : Les « super-bacs » agitent l'Université

10
Social : Guerre aux syndicats

Prix : La hausse camouflée

11
« Pas trop tôt pour l'action »

12
Argentine : Le Phénix péroniste, par Régis Debray

Grèce : Les colonels prennent peur

14
Proche-Orient : L'ennemi est à gauche

15
Agriculture : De l'entrecôte en or massif

16
Théâtre : Les poubelles de la civilisation

La Madone des ordures

17
Télévision : Un peu d'air frais

Télé-sélection

18
Livres : Les mutations de l'homme communiste

Cinéma : De l'autre côté du miroir

Notes de lecture

20
Document : Tristes tropiques

24
A contre-pied

PHOTOS ET DESSINS
Carlos Brito (pages 5, 8, 12), Jean-Pierre Coureuil (page 2), Boojum Consort (pages 9, 11), Keystone (page 13), Sabadel (pages 5, 7, 9, 11, 20), Teich (page 24), Vasco (pages 1, 5, 11, 21).

Courrier

La capacité de la gauche

« Dans le cadre du courrier des lecteurs, je voudrais vous faire part de mes réflexions après ces élections qui semblent avoir déçu bon nombre de socialistes.

Entre les deux tours, la gauche s'est fait piéger par l'astuce et les truquages de la « majorité ». Puis il y eut le manque de scrupules de M. Pompidou, faisant fi de toute égalité et régularité en s'arrogeant seul le droit d'intervenir la veille du 2e tour. Tout ceci n'a pas manqué d'influencer l'électeur.

Le sommet tactique fut, sans nul doute, l'astuce d'obtenir pour un jour l'appui des électeurs réformateurs pour éviter d'avoir, pendant quatre ans, à solliciter celui des éventuels élus. Je crois que, pour transposer la formule des C.d.r., ce n'est pas à gauche que quelqu'un a mangé l'autre, mais bien Lecanuet qui a été mangé par Messmer.

Tout cela, amplifié par la loi électorale actuelle, a privé la gauche du résultat qu'elle était en droit d'attendre.

Mais il faut maintenant s'attacher à l'avenir et, en tenant compte qu'une soixantaine d'élus de la nouvelle majorité l'ont été par moins de 2 000 voix, il faut réaliser qu'il reste à convaincre un petit nombre de Français pour que la gauche soit majoritaire, ceci en faisant comprendre que le programme commun est la seule alternative à la politique actuelle.

Pour cela, il ne faut pas rester au stade actuel, il faut aller plus loin, développer et préciser certains paragraphes. En outre, je crois qu'il ne serait pas mauvais que les partis signataires se rassemblent et créent dès maintenant un ensemble de grandes commissions par secteur traité dans le programme (social, agriculture, finances et économie, etc.), commissions composées de divers membres des partis de gauche ou personnalités s'étant prononcées pour le programme. Ceci pourrait apparaître aux yeux des Français comme l'ébauche d'un éventuel gouvernement de gauche qui proposerait ses solutions propres à tous les problèmes qui ne manqueront pas de se poser ces prochains mois.

Je crois qu'ainsi la gauche éviterait de laisser l'initiative au gouvernement et attirerait à nouveau l'intérêt sur elle en démontrant sa capacité de gouverner. Cela serait une nouvelle démonstration de son unité aux dépens de ceux qui espèrent nous voir faire marche arrière et revenir aux errements passés, qui briseraient l'élan et l'enthousiasme qu'a retrouvé le Parti socialiste en choisissant l'union avec les autres partis de gauche. » (Pierre Buchlin, Mulhouse).

La pente inexorable

« Ce que je sais, c'est que messieurs les moralisateurs sont toujours là. Ils devaient assainir, mettre de l'ordre. Ils ont sali et menti. En bons tartufes, ils ont même fait leur mea culpa, implorant qu'on les laisse en place. Ils y ont réussi, plus par la combine que par le nombre de voix. Tel est le résultat. La pente cependant est inexorable. On ne pipe pas toujours des voix. Le suffrage universel ne pourra plus les sauver. Alors ?

La prétendue dictature, dont ils ont voulu nous sauver, ne sera-t-elle pas remplacée par une autre forme de dictature, celle qui se prépare dans l'ombre et qui vous surprend au réveil ? Ce serait dans la logique de ceux qui se considèrent les garants de la liberté, les seuls capables d'assurer la prospérité et de nous protéger de l'anarchie et du chaos.

Les prochains mois, les prochaines années vont être très difficiles. Rien n'est réglé. Il y a beaucoup à faire pour que la peur et le mensonge ne soient plus des arguments valables. Il y a beaucoup à faire afin que la gauche soit enfin assez forte pour rétablir l'équilibre des forces et rendre possible les conditions d'une société plus équitable, apaisée, tout le contraire de la société de consommation dans laquelle nous vivons. Dominée par l'argent pour l'argent, elle engendre l'accélération et donc l'aliénation de l'homme, sa robotisation.

Ou bien le rythme de vie continuera à s'accélérer avec le gaspillage du capital humain et des richesses de la terre, au seul profit d'un petit nombre ; ou bien, prenant conscience du danger, l'homme saura trouver une autre forme de société, orientée vers le social, contre la boulimie de consommation.

En aucun cas, cette nouvelle orientation ne peut venir des puissances d'argent, accrochées à l'engrenage de l'accélération. Elle ne pourra venir que de la volonté populaire, mieux éclairée de ses responsabilités. La gauche a vocation de créer en chacun le sens de ses droits et de ses responsabilités. Je continue à lui faire confiance. Mon candidat a été élu. C'est un premier pas. » (Jean Fournier, Albi).

Cohésion confirmée

Mercredi, Cité Malesherbes, c'était un peu la rentrée des classes. Les nouveaux députés socialistes, entassés dans la salle du comité directeur, écoutaient sagement François Mitterrand les féliciter et tirer quelques conclusions générales des élections des 4 et 11 mars.

L'appel des 90 noms fut l'occasion de saluer les succès les plus spectaculaires, ceux d'André Delélis, seul élu du premier tour, de Charles Josselin sur Pleven, de Joseph Franceschi sur Griotteray, de Gérard Haesebroeck sur Maurice Schumann, d'Alain Vivien sur Marc Jacquet, etc. Les « anciens », minoritaires dans le nouveau groupe, saluaient les nouveaux élus avec un mélange de sympathie et de curiosité.

Premier débat : la désignation du candidat du parti à la présidence de l'Assemblée nationale. La procédure en ces matières ne perd jamais ses droits, mais, en fin de compte, les députés adoptent à l'unanimité et à mains levées la proposition du Bureau exécutif : c'est Pierre Mauroy qui sera candidat au « perchoir » le 2 avril.

Il sera, et c'est un fait d'une particulière importance, le candidat unique de la gauche. Contact avait été pris depuis plusieurs jours avec les communistes et avec les radicaux de gauche. Les uns et les autres avaient donné leur accord de principe. Dans la journée de mercredi, la candidature de Mauroy pouvait faire l'objet d'une annonce commune. Réponse claire et sans bavure à ceux qui annonçaient un peu vite que la gauche unie ne survivrait pas aux élections.

Agir ensemble

A la veille de l'ouverture de la session parlementaire, la gauche confirme au contraire sa cohésion. Entre socialistes et radicaux de gauche, les liens, déjà étroits, sont encore renforcés. Le mot de fusion a été prononcé sans doute prématurément, mais, tout en exprimant leur souci de préserver leur originalité et leur personnalité, Robert Fabre et ses amis ont donné leur accord pour siéger au sein du même groupe parlementaire, qui sera donc celui du Parti socialiste et des radicaux de gauche.

Entre socialistes et communistes, les rapports sont restés ce qu'ils ont été pendant toute la campagne électorale. Si chacun des deux partis a dressé pour son compte le bilan détaillé des élections, ils n'entendent pas moins continuer d'agir ensemble. François Mitterand et Georges Marchais se sont rencontrés au début de la semaine. Le Comité permanent de liaison s'est réuni jeudi et la délégation parlementaire des deux groupes, qui n'a jamais cessé d'exister, va connaître dès la semaine prochaine une nouvelle vie.

Car la gauche, qui forme désormais un bloc puissant au Palais-Bourbon, a bien l'intention d'utiliser la tribune de l'Assemblée nationale pour développer la bataille contre la majorité. Le groupe socialiste, pour sa part, a déjà établi la liste des propositions de loi qu'il entend déposer dès la rentrée et, tant dans les commissions dont ils seront membres que dans la préparation des prochains débats, les élus travailleront — c'est aussi un fait nouveau — en étroite liaison avec le parti.

Les socialistes savent bien que le Parlement n'est pas — et de loin — le seul terrain de luttes, mais ils disposent désormais, avec leur groupe parlementaire rajeuni, renouvelé et renforcé, d'un puissant moyen d'action dont ils n'entendent pas se priver.

A.V.

LA REVUE SOCIALISTE EST REPARUE...

Revue mensuelle de formation et d'approfondissement de la pensée socialiste.

— Articles doctrinaux et d'actualité

— Chroniques bibliographiques

— Recueil des actes du Parti Socialiste.

Le numéro : 6 F

... Elle a besoin de votre soutien actif.

Abonnements :

— Normal ..... 45 F
— Soutien ..... 60 F
— Bibliothèques France ... 35 F
— Etudiants ..... 35 F
— Etranger ..... 70 F

C.C.P. Paris 5462-27.

La Revue Socialiste, 12 cité Malesherbes, Paris-9ème.

« Cette fois, on lui a cassé les reins. » « Lui », c'est Jacques Chaban-Delmas, qui a déclaré forfait dans la course à la présidence de l'Assemblée nationale. « On », c'est beaucoup de monde à la fois : Pierre Juillet et Marie-France Garaud pour l'Elysée, Michel Poniatowski et plus discrètement Valéry Giscard d'Estaing, Edgar Faure et sa roublardise politique. Plus quelques autres.

Pourtant, tout avait bien commencé avec ce déjeuner du 12 mars qui réunissait, comme chaque mois depuis quinze ans, les « barons » du gaullisme : Michel Debré, Olivier Guichard, Roger Frey et l'ancien Premier ministre. Pour une fois, Jacques Foccard n'était pas là. Entre hors-d'œuvre et dessert, on avait arrêté les plans : oui, Chaban-Delmas devait être candidat à la présidence de l'Assemblée.

Du lundi au jeudi, Chaban-Delmas téléphone et consulte beaucoup. Le jeudi 15, il trouve à l'Elysée un président de la République distant et soupçonneux. Mais Georges Pompidou n'aime pas donner un avis tranché. Il laisse seulement entendre.

Le lendemain, pour tenter de mieux comprendre l'attitude de l'Elysée, Chaban-Delmas déjeune avec Jacques Chirac, qui lui déconseille formellement de se présenter. En rentrant dans ses bureaux de la rue de Bellechasse, il explique à deux de ses amis : « Cette fois, c'est clair, Pompidou ne veut pas de moi. »

Pour brouiller les cartes

Car il y a aussi un autre candidat sur la ligne de départ, « le président » Edgar Faure. Mercredi 14 mars, avec un jour d'avance, il a pris, lui aussi, le chemin de l'Elysée. Mi-sévère, mi-aimable, Pompidou l'a d'abord dissuadé de former un groupe parlementaire « fauriste ». Mais il lui a laissé entendre qu'il faudrait un homme comme lui pour diriger et brouiller les cartes dans la nouvelle Assemblée nationale.

Edgar Faure démarre au quart de tour. Il fait la tournée des leaders : Alain Peyrefitte, peu enthousiaste, Debré, plus que réservé ; mais surtout il rencontre discrètement Poniatowski. Et il comprend alors que ses chances sont bonnes. Poniatowski est tellement ravi d'avoir trouvé un moyen de barrer la

Les petits Béria de l'Elysée

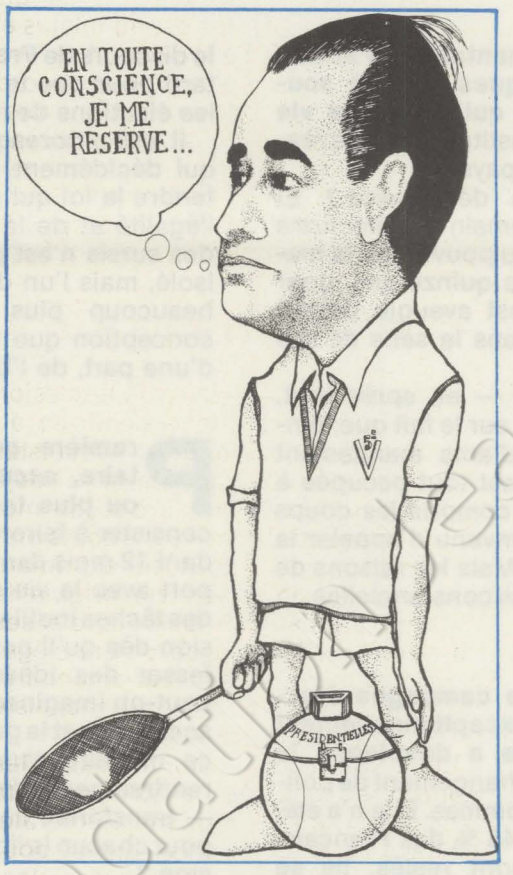
route à Chaban-Delmas ! Quelques coups de fil discrets aux « réformateurs » lui assurent 30 voix de plus.

Le samedi 17, Edgar Faure annonce qu'il est officiellement candidat. Il n'a aucune investiture officielle, mais il s'est déjà assuré le soutien de bon nombre des « verrous » de la majorité.

Chaban-Delmas est parti, lui, au Pays basque. Pour réfléchir. Il sait déjà qu'Edgar Faure peut compter sur 155 députés, l'aile centriste de la majorité : 35 députés « fauristes », 54 Républicains indépendants, 24 Centre Démocratie et Progrès, 42 centristes divers ou « réformateurs ». Chaban-Delmas fait son calcul politique : si Edgar Faure se maintient contre lui, il sera le candidat de l'aile droite de la majorité. Mauvaise image de marque pour l'inventeur de la « nouvelle société ».

Edgar Faure accélère sa « campagne ». Le 19 mars, il arrive vers 17 h rue de Rivoli : Giscard d'Estaing oublie beaucoup de choses et l'assure de son soutien. L'actuel ministre des Finances vise 1976. Il faut donc qu'il se donne une dimension présidentielle et qu'il se démarque de la droite. L'opération Edgar Faure est une bonne occasion, qui permet de faire d'une pierre deux coups.

Longtemps, entre le lundi 19 et le jeudi 22, Edgar Faure a gardé le contact avec Chaban-Delmas par téléphone. Lui aussi a laissé entendre beaucoup de choses. L'autre a commis l'erreur d'y croire et a compris trop tard qu'il a été manœuvré. Alors, le samedi 24 à 11 h 45, sur les marches de cet hôtel de Lassay



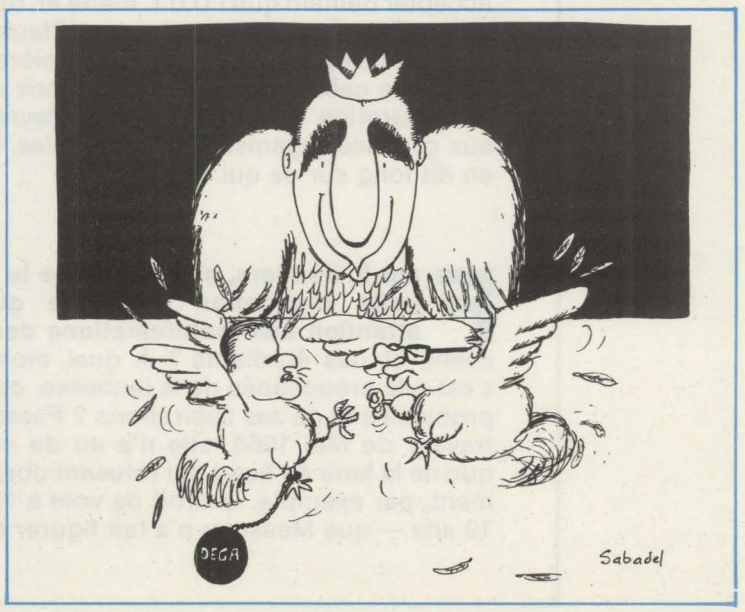
qu'il connaît par cœur pour l'avoir occupé pendant 11 ans, il ne lui reste plus qu'à annoncer d'une voix brisée et nasillarde qu'il renonce à sa candidature ; en ajoutant, sans trop avoir l'air d'y croire, qu'il va se préparer « à être utile au pays ».

Voilà pour l'échec politique. Mais il y a plus grave. Pour écarter plus sûrement la candidature de Chaban-Delmas, on a ressorti l'affaire Dega. Le mercredi 21, Georges Dega, le frère de l'inspecteur des Impôts, ancien conseiller technique de Chaban-Delmas, est convoqué par le juge d'instruction. A sa sortie du bureau du juge, il déclare : « Je m'étonne que cela intervienne alors que M. Jacques Chaban-Delmas est candidat à un poste. » D'autres ne s'étonnent pas. Car ils savent que, dans l'entourage de Pompidou, on a manié la fiche d'écoute téléphonique, les rapports des Renseignements généraux et les dossiers plus ou moins scandaleux avec une maîtrise parfaite. Confidence d'un proche conseiller de Chaban-Delmas : « Il y a au moins deux personnes qui, à l'Elysée, jouent les petits Béria. » Cela ne sera sans doute pas oublié.

Après cette série d'épisodes peu reluisants, Edgar Faure a de bonnes chances d'être élu, si sa désignation comme candidat de la majorité se confirme : car il faudra attendre lundi pour le savoir, les ultimes accrochages se poursuivant cette semaine. L'histoire de ces deux dernières semaines, l'échec de Chaban-Delmas, les méthodes employées, les regroupements esquissés donnent une idée de ce que sera, au sein de la majorité, la bataille, déjà engagée, des élections présidentielles de 1976. Ce jeu d'ambitieux et ces pratiques policières donnent un nouveau visage au « système Pompidou ». Le gouvernement d'un clan et d'un homme qui ne reculent devant rien pour atteindre leurs objectifs.

NICOLAS BRIMO





Un profond divorce

La plupart des commentateurs s'accordent depuis quelques jours à souligner la distance qui sépare la vie politique au niveau des institutions de la réalité quotidienne dans le pays.

Est-ce vraiment une découverte ? Et fallait-il attendre le lendemain des élections consacrant le maintien au pouvoir de la majorité qui l'exerce depuis quinze ans, pour constater que celle-ci est aveugle devant tout ce qui ne va pas dans le sens de ses intérêts ?

Il est facile d'ironiser — et, après tout, pourquoi s'en priver ? — sur le fait que, tandis que lycéens et étudiants manifestent dans la rue, la majorité est tout occupée à compter les coups — y compris les coups bas — de ce qu'il est convenu d'appeler la « bataille du perchoir ». Mais les raisons de ce divorce ne sont pas circonstancielles.

Tout au long d'une campagne électorale qui a été exceptionnellement longue, la gauche a développé le thème du changement. Changement de politique et changement d'hommes. Elle n'a été, hélas, entendue que de 46 % des Français. Les mêmes hommes sont restés. Ils se retrouveront demain dans le gouvernement Messmer bis qui ressemblera comme un frère au précédent. Et ils feront la même politique. Car ils n'ont ni la volonté réelle ni la possibilité d'en changer, compte tenu de ce qu'ils sont, de ce qu'ils représentent, des forces économiques qui les soutiennent. Si François Ceyrac, le patron des patrons, a si violemment dénoncé le programme commun de la gauche, ce n'est pas pour accepter demain que l'U.d.r. mette en œuvre une politique au service des travailleurs. Et ce n'est pas par hasard que la première initiative de celle-ci depuis les élections a été la déclaration de guerre d'Alain Peyrefitte aux grandes organisations syndicales. Cela en dit long sur ce qui va suivre.

Faut-il, dès lors, s'étonner que la majorité maintenue ne prête guère attention aux manifestations des lycéens et des étudiants ? A quel moment s'est-elle préoccupée de la jeunesse, de ses problèmes et de ses aspirations ? Passée la frayeur de Mai 1968, elle n'a eu de cesse que de la tenir à l'écart, lui refusant obstinément, par exemple, le droit de vote à 18 ou 19 ans — que Messmer n'a fait figurer dans le discours de Provins que lorsqu'il était trop tard pour que la réforme intervienne avant les élections de mars.

Il est pittoresque de voir Michel Debré, qui décidément n'en rate jamais une, défendre la loi qui porte son nom au nom de l'égalité et de la démocratie. Le problème des sursis n'est pas, en effet, un problème isolé, mais l'un des aspects d'un ensemble beaucoup plus vaste qui concerne la conception que l'on peut avoir de l'armée d'une part, de l'Université de l'autre.

Première question : le service militaire, accompli à 18 ans, à 21 ans ou plus tard, doit-il obligatoirement consister à faire vivre un jeune garçon pendant 12 mois dans un monde clos, sans rapport avec la vie quotidienne, à l'occuper à des tâches inutiles, dans un climat de répression dès qu'il peut être soupçonné de professer des idées non conformistes ? Ne peut-on imaginer, comme le demandent les socialistes et la gauche tout entière, un service militaire réduit à six mois — ce qui rendrait secondaire le problème des sursis — transformé en service actif et respectant pour chacun la liberté de pensée et d'expression ?

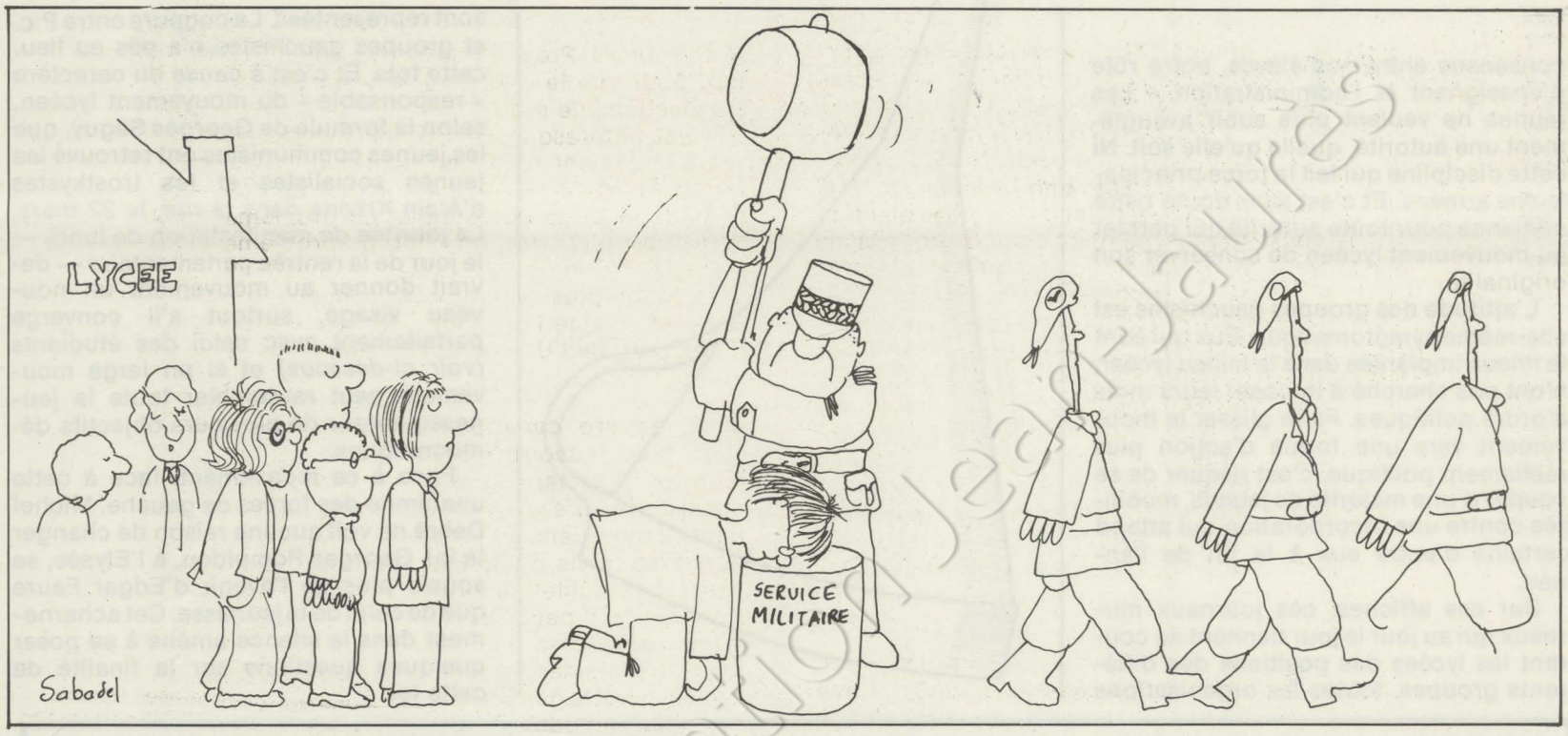
Deuxième question : l'accès à l'Université doit-il être éternellement réservé à une minorité de privilégiés — ceux qui peuvent prolonger leurs études sans souci d'avoir à gagner leur vie — et son fonctionnement fondé sur des méthodes pédagogiques et sur des programmes ridiculement désuets ?

Ne peut-on imaginer, comme le prévoit le programme commun, un enseignement réellement démocratisé et dont les diplômes assurent à leurs titulaires un débouché effectif dans la vie active ?

A ces deux questions, la réponse est la même : les choses resteront ce qu'elles sont tant que demeureront au pouvoir des hommes qui n'ont en tête que la préservation de leurs intérêts de classe. Une armée qui soit celle de la nation, et qui instruise au lieu de brimer, une Université qui soit ouverte à tous et qui forme au lieu d'éliminer, ce ne sont pas des utopies. Mais seule la gauche peut agir dans ce sens. Parce qu'elle est pour le mouvement, elle est avec la jeunesse que la droite ne veut pas entendre.

CLAUDE ESTIER

Le Pouvoir contre les jeunes



« Alors, tonton, tu nous mènes en bateau ? » Il est 17 h, le 22 mars 1973. Un lycéen, sur un ton goguenard, apostrophe le commissaire de police — un peu interloqué quand même — commandant le peloton qui bloque la place d'Italie. Les dizaines de milliers de lycéens qui manifestent ce jour-là contre la loi Debré comprennent bien que, de carrefour en carrefour, la police leur fait barrage pour les renvoyer, loin du centre de la capitale, vers sa périphérie. Mais ils ont déjà gagné leur première bataille : la préfecture de police, dans des communiqués d'une rare raideur, avait annoncé que cette manifestation était interdite. Elle a dû s'en accommoder.

Le soleil brille. Et ils sont 80 000 pour certains, 50 000 pour d'autres, à avoir abandonné leur porte-documents. Leur âge : entre 13 et 18 ans. Ils n'ont pas connu directement les heures chaudes de Mai 1968. Mais ils ont vite retrouvé les principes d'organisation : leur service d'ordre, bien agencé, forme une chaîne tenace et continue qui éloigne les manifestants des forces de l'ordre. Résultat : il y aura très peu d'incidents. D'ailleurs, C.r.s., gendarmes mobiles et policiers des brigades d'intervention — casqués, matraque et mousqueton au poing — ne sont pas très chauds pour charger dans une foule où ils ne sont pas sûrs de ne pas rencontrer leurs fils. Difficile de faire jouer le racisme anti-jeune, et surtout anti-étudiants, entretenu par une certaine presse quand il s'agit de lycéens. 3 108 000 lycéens pour l'enseignement public secondaire, cela représente vraiment trop de parents à convaincre que leurs enfants sont de dangereux sujets.

Aujourd'hui, les lycées sont toujours fermés à Paris et en province. De petites manifestations, fort calmes, et des « sit-in » un peu partout. Dans les lycées, des assemblées générales — en argot lycéen, des A.g. — se tiennent avec sérieux : pour que leurs études n'en pâtissent pas trop, les élèves sollicitent parfois l'aide des étudiants ou de leurs aînés des classes terminales pour leur faire travailler des matières essentielles.

En attendant lundi

La soudaineté de ce mouvement, sa force étonnent. Mais, à l'égard des jeunes, les schémas traditionnels d'analyse politique ne jouent pas. Il faut chercher ailleurs les raisons. Si, selon la formule de Jean-Luc Godard, les jeunes qui ont fait Mai 1968 sont « les enfants de Karl Marx et de la Coca-Cola », les lycéens de mars 1973 sont plus « les enfants de la télévision et de Charlie-Hebdo ». Deux mots d'ordre dominent ces manifestations : « Debré, salaud, le peuple aura ta peau ». Et « l'armée, ça rend con, ça pue et ça pollue ».

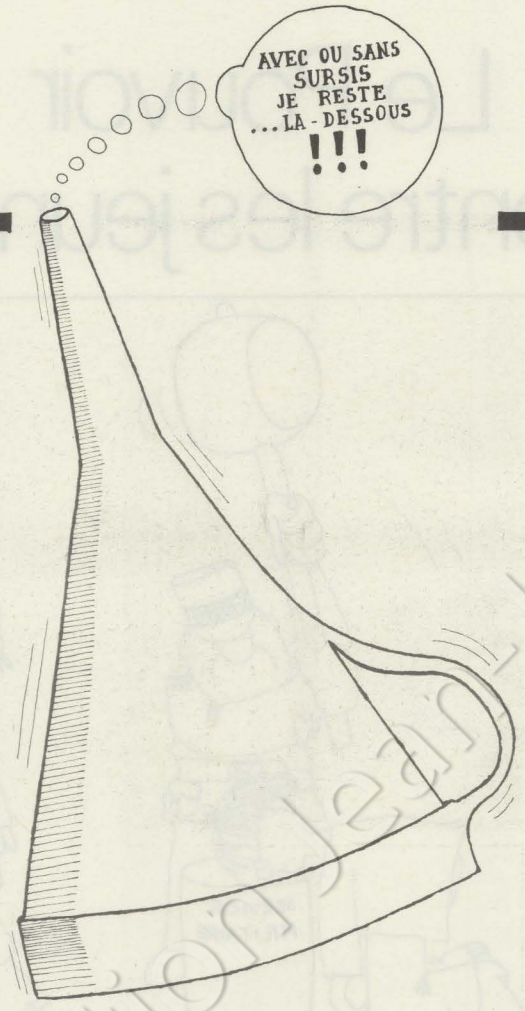
Ces slogans ne sont pas classiquement politiques. Mais ils indiquent deux phénomènes :

▶ A part une faible minorité directement engagée dans des organisations politiques — pour l'ensemble du lycée de Villeneuve-le-Roi, dans la banlieue parisienne, il n'y a que 24 militants inscrits dans des organisations — la politisation de la grande masse est difficile. Les lycéens perçoivent davantage la politique avec leur sensibilité. Elle fait partie de leur vie quotidienne — 53 % ne puisent leurs informations que devant la T.v. Et concerne surtout leur cadre de vie, la sexualité et les notions d'autorité — donc la famille et l'armée.

▶ La mobilisation politique chez les lycéens se fait soudainement. Et que ce soit pour l'affaire Guiot — ce lycéen inculpé de violences à agent à cause de sa veste à carreaux — ou pour l'affaire Nicole Mercier, elle se fait à partir d'une injustice qui les concerne et les mobilise concrètement.

L'apparente tranquillité des lycéens jusqu'à ce jour ressemblait fort à une passivité et à un morne ennui. Un professeur d'un lycée parisien nous disait lundi : « Depuis Mai 1968, il n'y a plus de

→



consensus entre nos élèves, notre rôle d'enseignant et l'administration. » Les jeunes ne veulent plus subir aveuglément une autorité, quelle qu'elle soit. Ni cette discipline qui fait la force principale des armées. Et c'est sans doute cette méfiance pour toute autorité qui permet au mouvement lycéen de conserver son originalité.

L'attitude des groupes gauchistes est elle-même symptomatique. Eux qui sont le mieux implantés dans le milieu lycéen n'ont pas cherché à imposer leurs mots d'ordre politiques. Faire glisser le mouvement vers une forme d'action plus réellement politique, c'est risquer de se couper d'une majorité de jeunes, mobilisés contre une incorporation qui attend certains d'entre eux à la fin de l'année.

Sur ces affiches, ces journaux mureaux qui au jour le jour tiennent au courant les lycées des positions des différents groupes, toutes les organisations sont représentées. La coupure entre P.c. et groupes gauchistes n'a pas eu lieu, cette fois. Et c'est à cause du caractère « responsable » du mouvement lycéen, selon la formule de Georges Séguy, que les jeunes communistes ont retrouvé les jeunes socialistes et les trostkystes d'Alain Krivine dans la rue, le 22 mars. La journée de manifestation de lundi — le jour de la rentrée parlementaire — devrait donner au mouvement un nouveau visage, surtout s'il converge parfaitement avec celui des étudiants *(voir ci-dessous)* et si un large mouvement peut rassembler toute la jeunesse autour de plusieurs objectifs démocratiques.

Face à ce mouvement, face à cette unanimité des forces de gauche, Michel Debré ne voit aucune raison de changer la loi. Georges Pompidou, à l'Elysée, se soucie plus de l'avenir d'Edgar Faure que de celui de la jeunesse. Cet acharnement dans le silence amène à se poser quelques questions sur la finalité de cette loi.

Etudiants: Les "super-bacs" agitent l'Université

Sous l'horrible vocable qui les habille, les Deug (prononcer : deugues), les nouveaux diplômes du premier cycle universitaire prévus pour la prochaine rentrée ont déjà fait à peu près l'unanimité contre eux, tant les inconvénients qu'ils recèlent sont multiples (voir « l'Unité » de la semaine dernière). D'où les grèves des cours qui gagnent une université après l'autre : Vincennes, Nanterre, Censier, Dauphine, Créteil, Villetaneuse, Clignancourt, Marseille, Strasbourg, Caen, etc. D'où aussi la journée d'action lancée mercredi dernier par les professeurs — Snesup et Sgen-C.f.d.t. — parallèlement à celle des étudiants de l'Unef-Renouveau. D'où, enfin, les assemblées générales qui se multiplient et qui oscillent entre la dénonciation pure et simple de la réforme et la volonté d'élargir plus politiquement — « Chaud, chaud, chaud, le printemps sera chaud » — le mouvement amorcé.

Tout cela à partir des quatre simples lettres de D.e.u.g. Non pas qu'étudiants ni enseignants soient hostiles, il s'en faut, à une refonte de l'ensemble des diplômes — à condition qu'ils demeurent bien des diplômes nationaux. Non pas que ne leur apparaisse pas justifiée l'exigence formulée par le texte officiel : à savoir que les enseignements « visent à développer chez les étudiants les aptitudes et les connaissances permettant l'expression et la réalisation, la compréhension du monde contemporain, l'étude et l'utilisation des concepts et méthodes scientifiques ». Mais ils ne voient rien de tout cela dans une réforme aggravant la sélection sociale, sous prétexte de remédier à une situation antérieure dont il est bien vrai qu'elle ne peut plus durer.

Le ministre de l'Education nationale peut bien se camoufler derrière la loi d'orientation de 1968 et nier toute intention sélective, en fait Joseph Fontanet, dénaturant l'esprit des travaux du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (Cneser), assimile ces diplômes à des « super-bacs » permettant l'entrée directe dans la vie active. C'est pourquoi les élus enseignants et étudiants (SneSup, Sgen, Unef, Cleru) participant assidûment aux travaux du Cneser se sont élevés contre cette réforme, dont la vocation première était de fournir aux étudiants une formation fondamentale avant un deuxième cycle plus spécialisé.

De plus, si le profil des deux premières années est tracé dans les textes, celui des années suivantes reste totalement inconnu. Ainsi les enseignants se trouveront dans cette situation absurde de devoir appliquer une réforme sans en connaître la situation exacte dans l'organisation générale des études universitaires. Comment se fera le passage du 1er au 2e cycle ? Que deviendront, par ailleurs, les étudiants qui, suivant actuellement leur premier cycle, auront à redoubler ? Quelles équivalences devra-t-on, ou pourra-t-on admettre ?

Sur ces points d'application, le ministre de l'Education nationale reste silencieux. Et ces questions essentielles pour les étudiants sont considérées comme détails pratiques restant à régler.

Quant à l'idée que ces diplômes offriraient plus de débouchés que ceux déjà en place, on peut en douter. Si la licence, voire la maîtrise de lettres ou de sciences humaines, ne donne actuellement pratiquement aucun débouché, on peut se demander par quel miracle les Deug propres à ces options en fourniraient. Est-ce parce que les étudiants en lettres seront désormais contraints à apprendre ou perfectionner le latin et se verront supprimer l'approche linguistique qu'ils satisferont mieux aux structures économiques actuelles ? Est-ce parce que les étudiants en philosophie auront été « initiés » à une science exacte et à une science humaine qu'ils trouveront des débouchés, alors que l'on tente d'éliminer de plus en plus cette matière de l'enseignement ? A quels emplois le ministre de l'Education nationale pouvait-il bien faire allusion lorsqu'il déclarait qu' « il existe quantité d'emplois exigeant une formation plus poussée que le baccalauréat et cependant inférieure à la licence » ?

Difficile, dès lors, de ne pas conclure avec le Snesup : il faut une vraie réforme, discutée par le Parlement et, en attendant, qu'il soit sursis à la réforme Fontanet.

ANNE REGNIER

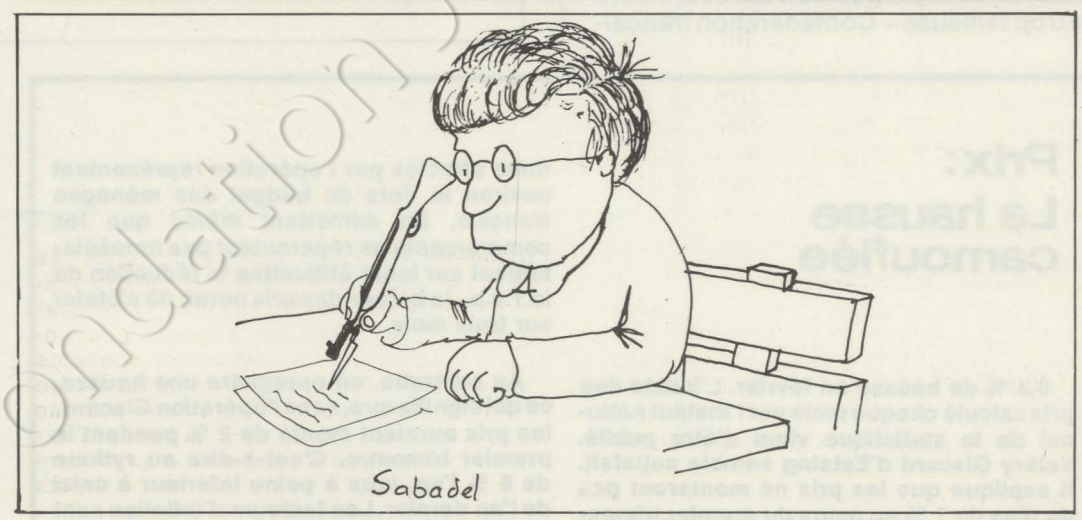
Le général Vanuxem, par exemple, qui, après avoir tenté de casser du Viet et du fellouze, voudrait bien en faire autant pour les jeunes, doit penser le plus grand bien de la loi Debré. Il écrivait en février 1969 dans l'hebdomadaire d'extrême-droite « Carrefour » : « Il est nécessaire d'associer l'Armée et l'Ecole, de les faire se suivre dans leur action avec le moins de coupures possible. L'armée serait ainsi plus apte encore qu'aujourd'hui à parfaire, sur des esprits souples, l'instruction de base (si fréquemment à revoir ou à compléter) et même la formation professionnelle (si mal menée) que reçoivent les jeunes. L'instruction civique, surtout, pourrait y être donnée en temps voulu et s'imprégner plus facilement dans des cires un peu molles et qui n'ont pas été à jamais enrayées par le byzantinisme et les sophistications de compagnonnages douteux. » Passons sur le style. Mais gardons l'essentiel. La loi Debré, c'est surtout cette volonté : casser les jeunes. Les lycées et les facultés sont des lieux qui gênent politiquement le Pouvoir. En incorporant les jeunes à un âge plus bas, il faut espérer qu'ils y apprendront à se tenir tranquilles.

Bonne occasion aussi pour instaurer une sélection de plus à l'Université. Bonne occasion encore de fournir au patronat une masse de travailleurs faiblement qualifiés. Donc moins bien payés. Un lycéen qui obtient son bachot à 18 ans ne peut plus compter, avec cette nouvelle loi, poursuivre ses études supérieures que pendant trois ans. Il lui faudra alors prendre le chemin des casernes pour un an. A son retour, après douze mois où son esprit sera laminé par la célèbre logique militaire, reprendra-t-il ses études ? Oui, si son environnement familial et culturel lui en donne les moyens et l'envie. Quant aux autres, il leur restera à chercher un travail.

Si Debré quittait parfois le silence et le confort ouaté de son ministère, il comprendrait mieux ce qui se passe. Si les jeunes refusent l'armée, sifflent la police, c'est qu'elles sont, pour eux, les symboles d'une société qui leur a répondu par l'indifférence et la méfiance.

NICOLAS BRIMO
et CHRISTINE COTTIN



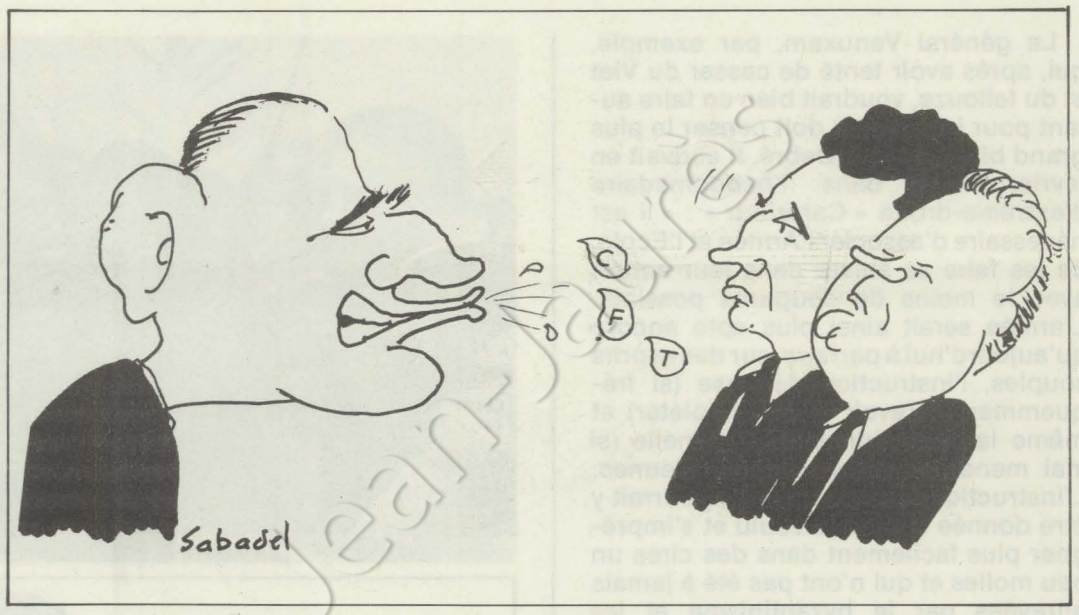




Urbaconseil recherche urbaniste, 3-5 ans d'expérience pour collaboration sur SDAU et POS envoyer C.V. - 20, rue des Acacias 75 - PARIS 17e

Guerre aux syndicats

Tout est clair désormais : le Pouvoir a choisi le conservatisme social. Bien sûr, la poudre aux yeux coulera à profusion, on mettra en valeur le projet de loi sur la réforme du droit de licenciement... Mais la « société de participation » continuera à être une fleur de rhétorique pour congrès U.d.r. et Edgar Faure peut rengainer ses belles théories — « c'est même une des raisons pour lesquelles il quitte le gouvernement, ce que personne ne lui avait demandé », assure « La lettre de l'Expansion ». Le choix qui a été fait est clair depuis la semaine dernière, c'est-à-dire depuis qu'Alain Peyrefitte — relayé lundi par l'officieux quotidien gouvernemental « la Nation » — a lancé une violente offensive contre les syndicats, assortie de la proposition de reconnaître la trop fameuse « Confédération française du travail » (C.f.t.). S'il se confirme que l'opération Peyrefitte avait sa source à l'Elysée, le Pouvoir se déclare donc collectivement engagé dans cette déclaration de guerre antisyndicale.



Certes, le nom de la C.f.t. n'a pas été prononcé lors du discours qu'a tenu Peyrefitte au comité central de l'U.d.r., mais tout le monde a compris qu'en déclarant : « Les travailleurs regrettent de ne pouvoir voter librement pour des candidats ayant leur confiance dans la vie quotidienne de l'entreprise », le secrétaire général de l'U.d.r. osait proposer quelque chose que ni Jacques Chaban-Delmas, ni Edgar Faure n'approuvaient. D'autant plus que Peyrefitte ajoutait : « Au cours de la prochaine législature, on devrait, dans l'entreprise, permettre à toute formation syndicale de s'offrir, par un vote libre, au choix ou à la critique des travailleurs. Ce geste, nous devons l'accomplir. »

L'allusion est transparente : ce que désire Peyrefitte, c'est ce à quoi des représentants de l'aile droite de la majorité, comme Jean Charbonnel ou Alain Griotteray, s'activent depuis longtemps : une modification de la législation qui permettrait d'accorder à la C.f.t. la représentativité nationale qu'elle réclame à cor et à cri depuis près de trois ans. Et qui lui a toujours été refusée. Car, avec les 2,1 % de voix qu'elle a obtenus aux élections des comités d'entreprise (chiffre du ministère du Travail pour 1971), la C.f.t. est tout, sauf un syndicat représentatif des travailleurs. D'autant plus que, par ses méthodes et ses aspirations, elle s'apparente

Prix : La hausse camouflée

0,3 % de hausse en février. L'indice des prix calculé chaque mois par l'Institut national de la statistique vient d'être publié. Valéry Giscard d'Estaing semble satisfait. Il explique que les prix ne monteront pas de plus de 1 % au cours du premier trimestre de 1973. Compte tenu de la hausse 0 de janvier cela est vraisemblable. Mais est-ce vraiment un succès ?

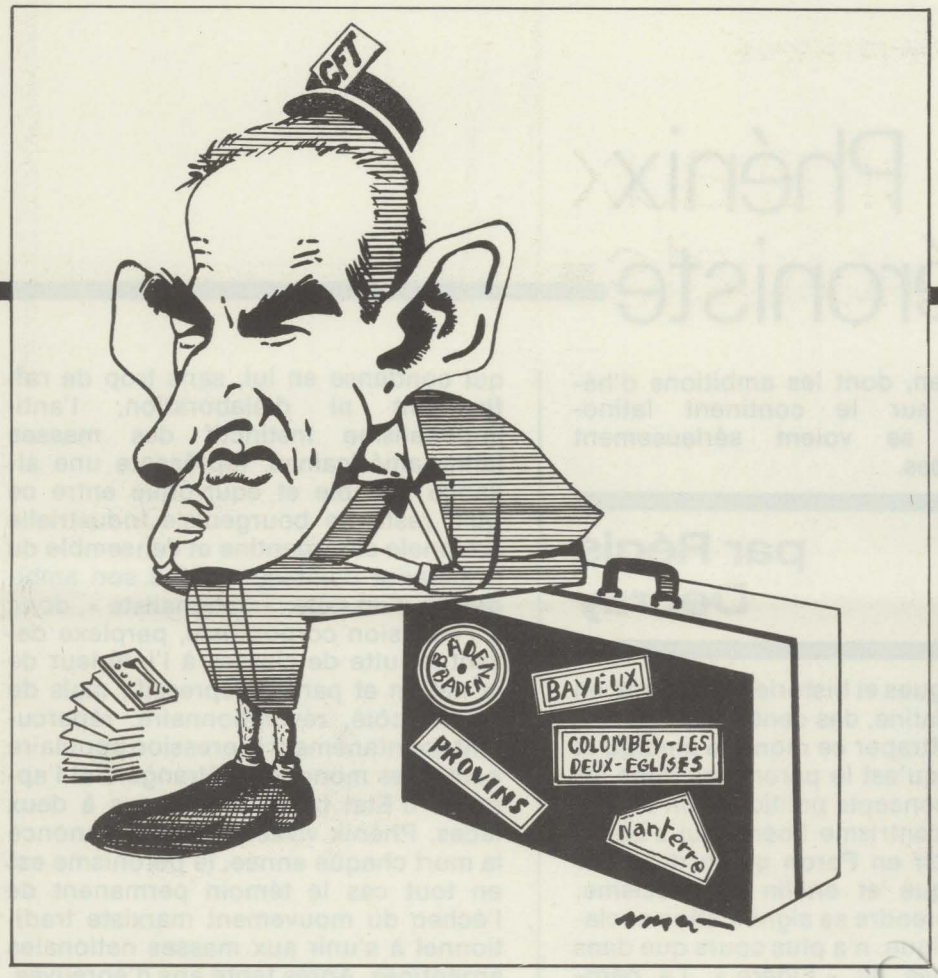
En décembre, le gouvernement Messmer lance un grand plan de lutte contre l'inflation. La principale mesure du dispositif : une réduction de 3 points (il passe de 23 % à 20 %) du taux normal de la T.v.a. C'est un grand coup, puisque cette mesure entraîne pour le Trésor une perte de recettes de l'ordre de 7 milliards. En réalité, le seul mérite de cette opération « baisse de la T.v.a. » est de réduire la fiscalité indirecte, c'est-à-dire les impôts sur la consommation, ceux qui pèsent de manière égale sur tous les Français, quel que soit le niveau de leur revenu.

Théoriquement, l'effet mécanique de cette diminution de la T.v.a. aurait dû se traduire immédiatement par une baisse de 1,2 % de l'indice des prix. En effet, les produits affectés par l'opération représentent environ le tiers du budget des ménages français. En admettant même que les commerçants ne répercutent pas immédiatement sur leurs étiquettes la réduction de la T.v.a., la baisse des prix aurait dû s'étaler sur trois mois.

Au contraire, on enregistre une hausse, ce qui signifie que, sans l'opération Giscard, les prix auraient monté de 2 % pendant le premier trimestre. C'est-à-dire au rythme de 6 % l'an, taux à peine inférieur à celui de l'an dernier. Les facteurs d'inflation sont une nouvelle fois les plus forts. Evidemment, on les retrouve dans tous les pays occidentaux. Mais ils tiennent avant tout au mécanisme des échanges internationaux et de la monnaie. Tant que la crise monétaire ne sera pas réglée, l'inflation subsistera. Giscard d'Estaing le sait. C'est pourquoi il n'a pas vraiment pavoisé mercredi.

Le ministre des Finances sait aussi que les mesures de blocage des prix qu'il a fait reconduire au-delà du 1er avril sont loin d'être respectées partout. Un exemple significatif : la société des parfums L'Oréal, dont le P.d.g. est François Dalle et qui est directement liée au ministre André Bettencourt, a adressé le 3 mars à tous ses représentants de nouveaux tarifs en hausse de 2 à 4 %, à mettre en application à compter du lundi 5 mars 1973. Le lendemain du premier tour des élections !

CLAUDE VINTOUX





Chez Renault, place Nationale.

plus aux « syndicats » mafiosi américains qu'aux syndicats ouvriers européens.

Edgar et les licenciements

Dans cette période d'« ouverture », voilà donc une des premières « mesures » d'entrebaîllement préconisées par un représentant — et non des moindres — de la majorité, que le secrétaire général de Force ouvrière, André Bergeron, soupçonne de vouloir promouvoir « un syndicalisme artificiel qui n'existe que par la volonté des employeurs ou de l'Etat » et « qui serait l'instrument de son parti ».

Comment les travailleurs, dès lors, pourraient-ils accorder une confiance aveugle aux amis de Peyrefitte concernant leurs promesses sociales, par exemple ce projet de loi qui a fait couler beaucoup d'encre : la réforme du droit de licenciement ? Cheval de bataille des syndicats, la nécessité de cette réforme était aussi l'un des arguments principaux d'Edgar Faure, qui pensait améliorer son image de marque en accordant aux travailleurs quelques satisfactions qui ne coûteraient pas cher. Le ministre des Affaires sociales avait oublié que le droit de licenciement tel qu'il est restait un privilège dont le patronat ne se priverait jamais. Yvon Chottard, nouveau président de la commission sociale du C.n.p.f., a d'ailleurs très bien expliqué la position des patrons en déclarant que « les syndicats ont tendance à n'admettre que des contraintes unilatérales, sans effet astreignant pour les salariés ».

Face à ces pressions, le projet adopté par le Conseil économique et social, qui a été examiné par le gouvernement mercredi, est bien éloigné des promesses d'Edgar Faure. Et encore plus loin des revendications syndicales : la charge de la preuve reste pratiquement inchangée, la réintégration à la suite d'un licenciement abusif n'est toujours pas obligatoire, et la loi ne concerne pas les entreprises employant moins de 11 personnes — c'est-à-dire celles où le personnel a le plus besoin d'être protégé. Une fois de plus, le gouvernement n'a pas tenu ses promesses, et on ne peut guère croire que celles de Provins seront plus respectées.

MICHELE BACKMANN

«Pas trop tôt pour l'action»

La panoplie répressive est vaste. Tantôt la C.f.t., tantôt les C.r.s., tantôt les polices privées. Chez Renault, ces dernières se sont à nouveau montrées. La C.g.t. n'a pas manqué de donner des précisions : « Il s'agit de plusieurs personnes en civil, connues comme faisant partie du personnel de la Régie et parfois accompagnées d'huissiers qui, le cas échéant, leur prêtent main-forte pour faire respecter l'ordre. Ces personnages en civil portent des étuis à revolver à la ceinture, sous leur veston. Une vingtaine de travailleurs sont prêts à témoigner sur ce point ».

Cette menace de répression n'a pas empêché les O.s. du département 12 à Billancourt — des immigrés, comme les grévistes du D 38 en février — de déclencher une « grève-bouchon » qui allait toucher ensuite le D 48 de Meudon, le D 74... Au risque de voir annoncer la mise en chômage technique de larges secteurs de la Régie et sans se contenter des 24 centimes horaires supplémentaires obtenus mardi par les syndicats, puisque le mouvement avait été engagé surtout pour que leur technicité soit reconnue et pour être considérés comme ouvriers professionnels.

Ailleurs, l'action a d'autres motifs. A Pontchâteau, dans la Loire-Atlantique, par exemple, les ouvriers des établissements Sambron (machines agricoles) débrayent depuis un mois pour obtenir leur 13e mois et des compensations pour les pertes subies pour réduction d'horaires. Dans ces conditions, il ne faut donc pas s'étonner que les déclarations des dirigeants syndicaux se durcissent : vendredi, devant le comité confédéral de la C.g.t., Georges Séguy a déclaré : « Le dépôt renouvelé et actualisé des revendications et, simultanément, des propositions de négociations est présentement la première mesure à prendre ; il n'est cependant pas trop tôt pour parler de l'action ». Tandis qu'Edmond Maire affirmait le 22 mars, à Tours : « Notre arme, c'est l'action syndicale résolue. »

C'est dans ces conditions que l'on attend les réformes sociales que la majorité a promises, dans un moment de désarroi. Mais sans illusion.

Le Phénix péroniste

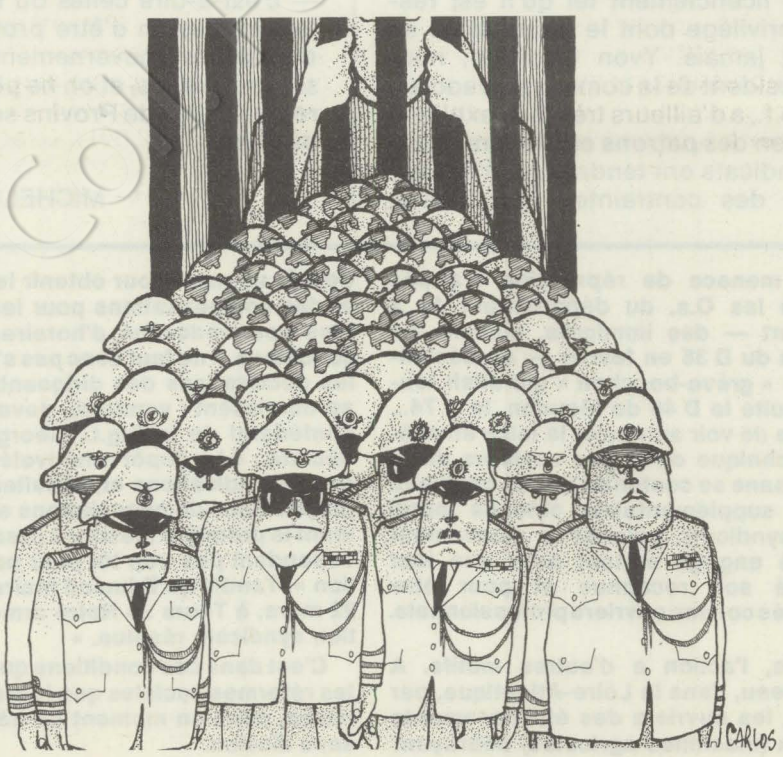
La personnalité de Hector Campora n'est pas un élément déterminant de la nouvelle situation argentine, non plus que celle du général Peron. Ce qui compte, dans l'écrasante victoire électorale du front péroniste, c'est l'irrésistible rentrée en scène du mouvement ouvrier et populaire après 18 années d'exil intérieur, de persécutions, de massacres et de proscriptions. Ce qui compte, c'est le slogan scandé par 50 000 personnes — la majorité étant des jeunes entre vingt et trente ans — le lundi soir, après l'annonce des résultats, devant le siège du « Frente Justicialista de Liberacion », à Buenos-Aires : « Peron, Evita/La Patria socialista ». Ce qui compte, c'est qu'à côté du Président élu, l'un de ses collaborateurs ait pu lire le communiqué de triomphe des « Montoneros », l'une des organisations de guerrilla urbaine, péroniste elle aussi, sous les applaudissements de la foule et devant le sourire bienveillant de Campora. La victoire du candidat péroniste aux élections du 11 mars 1973, c'est l'aboutissement de longues années de lutte populaire, parfois sanglante et éclatante — comme lors du « Cordobazo », lorsque se souleva la deuxième ville du pays, Cordoba, contre la dictature de Ongania — parfois étouffée et clandestine ; et c'est une défaite pour le régime brésilien, dont les ambitions d'hégémonie sur le continent latino-américain se voient sérieusement compromises.

par Régis Debray

Sociologues et historiens ont écrit, en Amérique latine, des centaines d'ouvrages pour attraper ce monstre ambigu et déroutant qu'est le péronisme dans les filets des concepts politiques en usage. L'européocentrisme libéral qui s'obstine à ne voir en Peron qu'un dictateur démagogique et enclin au fascisme, sans comprendre sa signification sociale et historique, n'a plus cours que dans les colonnes du « Figaro ». Le péronisme, né en 1943, fut en fait la forme d'expression politique d'un nouveau prolétariat argentin, fraîchement débarqué de la campagne, sans tradition idéologique, privé de direction politique par la gauche traditionnelle ; et trente années, dont dix de pouvoir et presque vingt de clandestinité, n'ont pu altérer cette alliance de classe fondamentale. Le péronisme, forme proprement argentine du nationalisme révolutionnaire qui condense en lui, sans trop de raffinement ni d'élaboration, l'anti-impérialisme instinctif des masses latino-américaines, représente une alliance instable et équivoque entre ce qu'il reste de bourgeoisie industrielle nationale en Argentine et l'ensemble du prolétariat d'industrie. D'où son ambiguïté : d'un côté, « nationaliste », donc à l'occasion corporatiste, perplexe devant la lutte de classes à l'intérieur de la nation et parfois répressif ; mais de l'autre côté, révolutionnaire, répercutant spontanément la pression populaire contre les monopoles étrangers et l'appareil d'Etat bourgeois. Janus à deux faces, Phénix vivace dont on annonce la mort chaque année, le péronisme est en tout cas le témoin permanent de l'échec du mouvement marxiste traditionnel à s'unir aux masses nationales argentines. Après tente ans d'épreuves, il reste leur porte-parole fondamental.

Quelles forces, quels objectifs ?

De quelles forces disposera le gouvernement Campora ? Des syndicats ouvriers dans leur quasi-totalité, des étudiants et des intellectuels — Julio Cortazar, de retour dans son pays natal, vient



Grèce : Les colonels prennent peur

Des morts, des blessés. Nombreux et gravement atteints. Les charges de police les plus dures qu'Athènes ait connues depuis 20 ans — ce qui n'est pas peu dire —, des étudiants et des professeurs arrêtés, des sursis annulés, un journaliste étranger expulsé. C'est la partie visible de la crise qui ébranle depuis plusieurs semaines le régime des colonels grecs. Depuis le 15 janvier dernier, en dépit de la loi martiale et d'une répression de plus en plus générale, les étudiants affrontent la dictature et exigent la liberté.

Leur résistance — c'est le seul mot que l'on puisse employer — a administré la preuve que le peuple peut faire face à ses tyrans, les isoler, leur ôter leurs masques.

Leur grève se poursuit depuis huit semaines. Elle est accompagnée de manifestations de rue, d'occupations de



Emeutes d'étudiants à Tacuman en juillet 1972.



Hector Campora et Juan Peron.

de faire don de ses droits d'auteur aux prisonniers politiques du régime militaire — des industriels non liés au capital étranger, et même des secteurs les plus avancés de l'Eglise catholique, représentés par « les prêtres du Tiers Monde ». La jeunesse, au cours de la campagne électorale, a imposé son rythme et son esprit à l'ensemble du Mouvement, gagnant sans cesse du terrain contre la bureaucratie syndicale, relativement assoupie et corrompue, tirant le péronisme de plus en plus sur la gauche. Elle domine la rue et, aujourd'hui, une partie importante de la représentation parlementaire du justicialisme. Elle n'a jamais caché qu'elle était prête à soutenir, si besoin était, un affrontement direct avec les forces armées.

Quels sont ses objectifs ? Sur le plan économique, la nationalisation des grandes entreprises, aux mains du capital américain et parfois encore britannique. Entre le socialisme national qu'il réclame et le capitalisme d'Etat qu'il pourrait favoriser dans les faits, une marge d'incertitude subsiste qu'il appartiendra à la vigilance des masses d'éclaircir et de définir en cours de route. Sur le plan politique, éliminer le gigantesque appareil répressif, l'un des plus perfectionnés du monde, mis sur →

locaux universitaires. Pourra-t-elle se poursuivre indéfiniment ? D'ores et déjà, les jeunes ont imposé l'ouverture de nouvelles négociations, ce qui constitue une première victoire. Surtout, ils ont ouvert une voie, donné l'exemple. C'est cela le plus important.

En effet, la révolte des étudiants est intervenue alors que les difficultés sociales et économiques s'amoncellent. Les prix augmentent rapidement et les salaires ne suivent pas. Un marché noir est organisé dès qu'une tentative de contrôle des hausses est annoncée par le gouvernement. Le récent « congrès » de la Confédération du travail officielle — dont les dirigeants sont, en réalité, nommés par le Pouvoir, par l'intermédiaire de la section sociale de la Sûreté — n'a pu ignorer le nouveau climat. Mais les « syndicalistes » officiels sont évidemment incapables de défendre les revendications des ouvriers et des salariés, puisque leur fonction consiste à les freiner.

Or l'une des principales revendications des étudiants était l'élection libre de leurs représentants syndicaux. Les travailleurs pourraient bien s'en inspirer, imposer à leur tour la désignation démocratique de ceux qui prétendent négocier en leur nom. Après six ans de dictature, le peuple grec est en passe d'assimiler une vérité élémentaire : la démocratie n'est pas une idée abstraite, elle ne concerne pas seulement les intellectuels ; elle est le fondement unique de l'autodétermination sociale, économique, culturelle, politique, voire nationale, de l'ensemble de la communauté.

Le régime des colonels nuit aux intérêts de tous. Cela aussi devient clair aux yeux de l'ensemble de l'opinion, comme le prouve l'impact des manifestations étudiantes sur la population. Depuis 1967, quelques « malins » s'efforçaient de conseiller au peuple la patience et la passivité, en reprenant le slogan de « pour qui » et « pour quoi » lutter. Aujourd'hui, chacun a pu formuler la réponse. Et comprendre, comme en France jadis, que ce slogan constitue bien le mot de passe du fascisme.

Faut-il, d'ores et déjà, crier victoire ? Sans doute pas. Le chemin sera long jusqu'au renversement de la dictature : les colonels et ceux qui les aident — à l'intérieur du pays et surtout à l'extérieur et de l'extérieur — disposent encore d'une force matérielle redoutable. Mais une étape essentielle vient d'être franchie. Elle pourrait devenir déterminante si elle provoquait une prise de conscience générale, une modification radicale dans l'attitude des forces politiques et des dirigeants démocrates. Il leur incombe la responsabilité de nouvelles initiatives, de nouvelles confrontations avec le régime, dans le cadre d'un projet politique commun et précis, fédérant les volontés et les perspectives. Alors, le succès ne serait pas loin.

STRATIS D. SOMERITIS

Le Phénix péroniste

L'ennemi est à gauche

→

pied par la dictature militaire et réussir — point décisif et enjeu des actuelles négociations — à libérer les milliers de détenus politiques que détient l'Armée dans ses prisons. Sur le plan diplomatique, l'ouverture de relations officielles avec Cuba, le Vietnam du Nord et la Corée sont inscrites au programme électoral. « Souveraineté politique, justice sociale, indépendance économique » — cette trilogie de devises forme le programme, vague à souhait, du justicialisme depuis trente ans. Rien n'est encore joué quant aux modalités d'application.

Quel pouvoir ?

Que peut le gouvernement Campora ? La menace de coup d'Etat n'est pas exclue, mais il semble difficile que l'Armée, après le camouflet reçu en plein visage — le candidat du Pouvoir a reçu ... 1 % des suffrages — se risque à entraver une évolution irrépressible : elle jouerait trop gros, il en irait de sa survie. Les forces armées, soutenues et conseillées par Washington, s'efforceront plutôt de freiner, de canaliser et de conditionner les pas gouvernementaux. Les amis ou les alliés de Juan Peron, général lui aussi, au sein de l'Armée ont été éliminés au fil des ans, et il ne semble pas que le péronisme dispose d'une fraction importante en sa faveur au sein du dispositif militaire ; il a, en tout cas, l'ensemble de la Marine contre lui. Gagner du temps, louvoyer, accumuler des forces, négocier — telle sera vraisemblablement la ligne de conduite, dans un premier temps, du gouvernement civil de « reconstruction nationale ». Le problème des prisonniers politiques risque d'être le premier point d'affrontement. Campora s'est engagé à plusieurs reprises à les libérer, la pression populaire en ce sens est intense, mais ce sont les services militaires de renseignements, chapeautés par la C.i.a., qui ont les clés des prisons. Même si les premiers temps seront calmes, l'épée de Damoclès d'une intervention militaire se profilera plus d'une fois au-dessus de la tête de Campora. Mais depuis 1955, date du renversement du régime péroniste, les masses argentines se sont considérablement radicalisées et instruites, elles ont vécu dans leur chair les rigueurs de « la démocratie occidentale et chrétienne », et elles ne paraissent guère prêtes à faire marche arrière...

Aussi bizarre que cela puisse paraître, le climat est à la détente au Proche-Orient. La violence y a, certes, toujours droit de cité — la destruction d'un avion commercial lybien et l'exécution à Khartoum, par des hommes de Septembre Noir, de plusieurs diplomates l'ont encore prouvé au cours des précédentes semaines — mais les risques d'un conflit réel entre les principaux antagonistes se sont éloignés à nouveau. Comme toujours, dans ce cas, il est question de la fameuse solution politique recherchée si timidement depuis six ans.

A Moscou comme à Washington, la crise du Proche-Orient n'est plus considérée comme nécessitant un règlement urgent. Les Soviétiques ont connu dans cette région certains déboires depuis la disparition de Gamal Nasser. Ils ne croient guère à l'efficacité du gouvernement Sadate et n'ont pas de sympathie particulière pour le colonel libyen Khadafi.

Et ce n'est pas le dernier remaniement ministériel au Caire qui leur fera changer d'avis. Certes, le président Sadate concentre, comme son prédécesseur, tous les pouvoirs entre ses mains. Mais « l'ennemi est à gauche ». Le choix des ministres comme les discours du chef de l'état-chef de gouvernement montrent que la nouvelle politique égyptienne est celle de l'apaisement intérieur en face d'une bourgeoisie qui souhaite le moins possible de « socialisme » — fût-il arabe — et la tranquillité aux frontières. L'Egypte paraît ainsi s'aligner sur l'attitude soudanaise, ce qui n'interdit pas des accords « mutuellement avantageux » avec Moscou, mais qui renvoie à un avenir imprévisible la révolution socialiste.

Le prix du pétrole

De leur côté, les Américains ont découvert qu'au-delà des discours vengeurs contre l'impérialisme, beaucoup d'états musulmans sont plus préoccupés de mener de bonnes négociations sur le prix du pétrole que de partir en guerre pour la cause palestinienne. La dernière conférence de l'Opep — les pays producteurs — a bien montré que la chute de la valeur du dollar — et, par conséquent, un ajustement des prix — était au centre des préoccupations.

Or l'Egypte est dans ce domaine bien défavorisée et bien absente. S'il est exact que Washington a répondu par une fin de non-recevoir aux démarches égyptiennes, l'explication est sans doute partiellement dans cette absence de l'Egypte de la compétition pétrolière, compétition capitale pour les Etats-Unis dans la mesure où la hausse des prix, souhaitée par eux, leur permettra de mettre en valeur des gisements américains qui, aux tarifs actuels, ne sont pas rentables.

Il n'est pas jusqu'au drame de Khartoum qui n'ait contribué à cette détente. La réputation des extrémistes palestiniens n'en est pas sortie grandie. D'autre part, la « fermeté » des gouvernements soumis au chantage a conduit l'action de Septembre Noir à l'échec politique. Le roi Hussein a pu ensuite grâcier le Palestinien Abou Daoud et ses vingt camarades ; il est assez fort pour cela. Et les principaux dirigeants palestiniens, Yasser Arafat en tête, de désavouer les commandos extrémistes.

Du côté israélien, le nouveau soutien obtenu par Golda Meir lors de son récent voyage aux Etats-Unis a tranquillisé les esprits. Des avions et du matériel moderne vont être livrés, sans que Moscou crie au déséquilibre des forces. Or le temps qui passe ne joue pas en défaveur de l'Etat juif, malgré les condamnations sans effet qui lui sont parfois infligées et auxquelles il est accoutumé. En revanche, les années ne font qu'approfondir les conflits entre les Etats arabes — l'Irak a décidé le boycott des produits libanais — ou entre ces Etats et la Résistance palestinienne — qui ne cesse d'accuser la Jordanie de pratiquer contre elle une action subversive sur le territoire égyptien.

On attend avec un intérêt relatif la désignation d'un nouveau gouvernement français et, plus spécialement, d'un nouveau ministre des Affaires étrangères. La disparition politique de Maurice Schumann n'a fait pleurer ni dans les chaumières arabes ni dans celles d'Israël. Dans ces dernières, on fut même plutôt joyeux. Et si la presse arabe a accueilli avec une bruyante satisfaction le maintien de la majorité pompidolienne au pouvoir, les gouvernements arabes se contentent d'espérer que pour l'essentiel rien ne change, c'est-à-dire que les arsenaux français leur restent largement ouverts. Il est cependant amusant de noter qu'une victoire de l'Union de la gauche, c'est-à-dire communistes inclus, aurait semé la désolation de Bagdad à Tripoli.

C.F.

De l'entrecôte en or massif

Le bœuf, le veau, le porc et les poulets, tout cela vient d'augmenter, mais augmentera encore. 3 %, ce n'est rien. Juste un rattrapage. Dans les prochains mois, nous aurons droit à des hausses franches, généreuses, sans bavure. De quoi passer de l'entrecôte au bœuf miroton pour le même prix. Il ne manque plus que l'accord d'un ministre. Qui, tôt ou tard, devra le donner.

C'est que le tourteau de soja a vu son prix croître de 100 % en 6 mois, que le tourteau de poisson se fait rare, la pêche devenant mauvaise. Or, l'élevage français dépend de ces tourteaux.

C'est bien connu, la France produit de la viande ; elle arrive même à en exporter. Mais, pour assurer cette augmentation de production, il a fallu faire appel à des aliments nouveaux. Car l'industrialisation de l'élevage passe par l'utilisation de nouvelles nourritures. Le fourrage — riche en protéines — ne permet pas les « usines à viande ». Et les céréales qui le remplacent sont pauvres en protéines. La solution : utiliser des tourteaux de soja, d'arachide, de poisson. En un mot, ajouter aux céréales — en France, le maïs — ce qui manque. Il y a des années que les producteurs le font et que les spécialistes avertissent les gouvernements successifs des besoins futurs, de la nécessité d'une politique des protéïnes, de l'urgence de choisir entre les différentes solutions possibles. En un mot, de l'importance qu'il y a à ne plus dépendre de l'étranger.

Car la plus grande partie des protéines sont achetées à l'étranger : le soja des Etats-Unis — qui disposent d'un monopole de fait en produisant les quatre cinquièmes de la consommation mondiale — les tourteaux de poisson des pays scandinaves ou du Pérou... L'agriculture française se retrouve donc dans cette situation paradoxale : alors qu'elle fabrique de la viande, elle exporte — à grands frais — des céréales et importe — à grands frais également — les protéines indispensables pour son cheptel.

Subventions abusives

Deux solutions étaient possibles. L'une agricole, l'autre industrielle. La solution agricole — c'est-à-dire développer la culture du soja, du tournesol, de la fèverole — posait des problèmes techniques, d'ailleurs faciles à résoudre. Mais elle avait un avantage. Celui d'assurer aux paysans une production à débouchés sûrs, l'Europe consommant déjà 7 millions de tonnes de soja. Elle aurait permis une « consolidation » des exploitations. Bref, un mieux-vivre. Le tout sans frais excessifs pour l'Etat.

C'est l'autre solution, l'industrielle, qui fut choisie. Une solution de pointe, en quelque sorte. A la hauteur des ambitions et des déclarations de la Ve. Il s'agit des protéines extraites de levures cultivées sur pétrole. Ce sont des chercheurs du C.n.r.s. qui eurent cette idée en 1961, mais c'est la Bristish Petroleum qui l'applique. A quel prix ! Pour fabriquer 15 000 tonnes de protéines en 1973, la B.P. a reçu 13 millions de francs. Or 15 000 tonnes de protéines sont produites par 10 000 hectares de fèveroles. C'est dire si les subventions accordées à la B.P. ne se justifient pas.

Mais il y a mieux. Pour compléter les céréales, il faut y ajouter des acides aminés. Rhône-Poulenc, spécialiste de ces fabrications, fabrique depuis des années la methionine, complément du soja. Pour fabriquer de la lysine, autre acide aminé complémentaire des céréales, Rhône-Poulenc a donc commencé par demander et obtenir des subventions : 10 millions lui ont été donnés. Mais la lysine n'est toujours pas fabriquée industriellement...

Tant pis pour les paysans

Or, par ses subventions, le gouvernement a choisi la solution la plus chère, la plus polluante. Les paysans qui, faute de production rentable, seront contraints de quitter leurs fermes pourront toujours aller travailler comme manœuvres à Lavera, près de Berre-l'Etang, où est construite l'usine de B.P., ou en Sardaigne, où la même firme doit construire une « vraie » usine, produisant 100 000 tonnes de protéines par an.

Mais, malgré les subventions gouvernementales, la production industrielle ne permet pas encore d'alimenter le marché. Et il a fait froid l'année dernière aux Etats-Unis. En conséquence, la récolte américaine de soja a diminué de 20 %. La pollution de la mer et les pêches intensives ont limité les prises de harengs et d'anchois. La production diminuant et la demande croissant, les prix ont augmenté. A l'heure actuelle, le tourteau de soja coûte 122 F le quintal. Or l'alimentation intervient pour 55 % dans le prix du porc, de 65 % dans le prix du poulet. C'est dire si une hausse de 100 % du prix d'achat des tourteaux va influer sur le prix de vente de la viande.

La douce imprévoyance et le choix technologique de nos gouvernants se résumera, pour les consommateurs, en une augmentation de 25 % du prix d'achat... Par la même occasion, les paysans français n'ont pas trouvé de productions de remplacement, la France sort des devises, on pollue un peu plus, les contribuables ont payé les subventions. Mais la B.P. et Rhône-Poulenc ont accru leurs bénéfices. C'est sans doute ce que l'on appelle la logique du système et le développement industriel.

GUY PERRIMOND

VENDREDI 30 MARS
SAMEDI 31 MARS
DIMANCHE 1 AVRIL

TROIS JOURS
du
LIVRE MARXISTE
à
l'ancienne gare de la Bastille

retransmission audiovisuelle de 6 débats
5 face à face
4 rencontres
•
200 auteurs
100.000 livres

Les poubelles de la civilisation

Jean-Pierre Bisson écrit avec un stylo ensanglanté : « L'horreur naît des ghettos ; le ghetto de l'ennui est l'un des plus redoutés... Les camps de concentration existent : La Courneuve, Sarcelles, Athis-Mons, Aubervilliers, etc. Dans un siècle, il y aura des visites et des Mont-Valérien : Comment ? Ils vivaient là-dedans ? — Eh oui, monsieur le ministre ! » Taches de sang sur le papier, les mots de Bisson deviennent angoisse et inquiétude communicatives sur les planches quand les comédiens commencent à jouer « Sarcelles-sur-Mer » ou « La passion est impossible entre 4 H.l.m. ». Créé à la Maison de la jeunesse de Nanterre, ce spectacle va se poursuivre pour 20 représentations à la Cartoucherie de Vincennes (Théâtre de la Tempête).

« Sarcelles-sur-Mer » c'est le revers de la médaille, l'envers du décor, le contraire du « panorama silencieux ». « Nouvelle société », voilà tes enfants et l'existence que tu leur fais ! L'amour à Neuilly sur des divans moelleux, entre thé et whisky, c'est très facile. Mais l'amour à La Courneuve ? Entre le béton et le chômage, entre le bus qui n'arrive pas et la jeunesse qui fout le camp. Terre de plaies ouvertes. Sol de macadam. La chair qui ne se flétrit pas à l'ombre des tours-prisons se meurtrit au hasard des bagarres du samedi soir. Les « loulous », les pauvres gosses sont rois en ce pays de débine et d'horizon bouché. Rois de quoi ? Empereurs de leur violence ; princes de leur révolte. Les promoteurs-ministres ont semé la misère et le mépris : ils récoltent la déchéance. A quand le grand coup de balai qui défraiera la chronique et illuminera « leur » vie ?

Amour assassiné

La pièce de Jean-Pierre Bisson (publiée chez Pierre-Jean Oswald) n'est pas, à proprement parler, un appel aux armes. Ras-le-bol des douleurs feintes ! Bisson se contente de raconter, avec tendresse et sincérité, une histoire goguenarde. L'histoire d'une fille et d'un garçon qui font l'amour, font un enfant, aménagent leur quotidien, mais ne peuvent s'y tenir. Amour manqué, amour assassiné. La fille ne veut pas hériter du rôle de torche-cul, du métro-boulot-dodo et du F3 d'en face. Elle part pour l'Ardèche, tandis qu'un patron de café tue un adolescent et qu'un Algérien se fait descendre dans un commissariat...

Souffrance, exaltation ? Mots bannis. Mots dérisoires. L'auteur est là, sur scène, dans sa baignoire, pour rappeler que nous ne sommes qu'au théâtre. La réalité est dans les H.l.m. ! Il ne faudrait tout de même pas qu'une représentation d'une heure soulage nos consciences une fois pour toutes...

Reste qu'un véritable auteur a cousu cette fable et qu'il mérite plus qu'un succès d'estime. De sa vie et de la nôtre, Jean-Pierre Bisson, poète furieux, fait une orgueilleuse matière théâtrale : l'Histoire retiendra ses cris. Les poubelles de la civilisation attendent ceux qui se seront bouché les oreilles.

JEAN MONTAGNARD

La Madone des ordures

« Urgent crier » : tel est le titre d'un recueil de poèmes qu'André Benedetto publia en 1966. Depuis, cet homme de théâtre modeste et passionné n'a eu cesse de se maintenir sur la crête des vagues. Avec opiniâtreté et lucidité. Tout son théâtre, créé régulièrement au théâtre des Carmes, en Avignon, est né de la même exigence : mettre en avant les questions de son temps.

Ce fut d'abord « Napalm », sur le Vietnam ; puis « Zone rouge, feux interdits », hymne à la jeunesse en perdition ; « Le petit train de Monsieur Kamodé », sur le « capitalisme monopoliste d'Etat » à la S.n.c.f. et dans les entreprises nationalisées ; suivirent « Emballage », traitant de l'exploitation de l'homme par l'homme, « Mandrin » ou le refus de laisser traiter les « politiques » comme des « droit commun », « Rosa Lux », « A bec et à griffes » — histoire non falsifiée de la Cité des Papes — « La Chine entre à l'Onu », etc... Aujourd'hui Benedetto présente, à la Cartoucherie de Vincennes – Théâtre de la Tempête, « La Madone des ordures » (P.J. Oswald, éditeur). Sa dix-huitième pièce.

La Madone est occitane, comme huit millions de gens qu'on voudrait bâillonner et qui parlent cette langue interdite. Elle a vécu aux alentours de Nîmes. Sa maison perdue, elle part à l'aventure avec ses deux fils, un chômeur et un poète-troubadour, en chantant à tue-tête : « Il faut continuer à vivre ». Leur périple les mènera aux Saintes-Maries-de-la-Mer et à Fos. Les voici dépaysés dans leur pays, mutilés dans leur contrée, « exilés sur leur propre terre ». Sans travail et sans espoir... L'ouragan passe, la rébellion gagne. La voix de Benedetto est chaude, généreuse et sarcastique.

L'Occitanie est un tas d'ordures. Et si Benedetto n'était pas un solitaire ?

J.M.



Un peu d'air frais

Ils vont tenter l'impossible : par l'intermédiaire de la télévision, faire aimer les livres aux Français. Le journaliste Bernard Pivot et son équipe ont l'intention, dès ce lundi à 21 h 35 — une heure d'encore grande écoute — de proposer une émission vraiment nouvelle. D'abord tous les sujets, du vélo à la biologie, de l'Eglise aux romans d'amour, seront abordés par Pivot et par le réalisateur Claude Barma, afin d'éviter « un hiatus entre le ton et l'image », par André Bourin (ex-producteur de « Le fond et la forme ») pour le roman et l'histoire littéraire, par Gilles Lapouge pour les sciences humaines, l'Histoire, la philosophie et par Paule Neuvéglise pour la littérature étrangère. Ils feront appel à des spécialistes : pour la bande dessinée, pour les livres pour enfants, pour la science-fiction, qui sera présentée par Michel Lancelot, pour les romans policiers auxquels Jean-Pierre Melville nous « initiera ».

Pivot voudrait en effet que le studio 101 devienne, tous les lundis soir, « une sorte de rendez-vous des gens qui s'intéressent au livre, écrivains de passage, de province ou de l'étranger, libraires, éditeurs, professeurs... Ce qui est important, c'est de créer un salon littéraire moderne, où les gens sont intéressés par ce qui va se dire », créant ce qu'il appelle « l'animation des visages ». Il veut aussi créer « l'évasion géographique » par des inserts filmés, des reportages de 5 à 6 minutes, tournés en province ou à l'étranger pour éviter les pièges du parisianisme et briser de temps à autre le rythme du direct. Une variété animera aussi l'émission : des chansons de Bruhant pour le n° 1, des chanteurs underground... Le studio sera transformé en salon où les gens peuvent se sentir à l'aise, bouger, aller boire un verre au bar, s'asseoir par terre, bavarder, et où ils n'aient pas l'air, comme trop souvent, d'attendre sagement leur tour pour parler.

A cette heure, surtout, « on va s'adresser à tous les publics, aussi bien aux lecteurs « professionnels » — étudiants, professeurs, éditeurs, libraires... — qu'à l'immense public des lecteurs amateurs qui lisent par divertissement ou par souci de culture et qui attendent une sélection de livres. Et puis, enfin, je voudrais — et je ne crois pas que ce soit tellement utopique — retenir l'attention des « non-lecteurs » qui peuvent être intéressés par une émission où l'on ne s'ennuie pas plus que dans une autre, par des gens curieux, par la manière dont on a parlé d'un livre... » Peut-être achèteront-ils un livre ou deux ?

Créer la surprise

Six éléments formeront une grille constante dans l'émission : la province et l'étranger, les femmes et leurs problèmes, les livres de poche, les jeunes, l'humour, et la polémique (esthétique, politique, littéraire, sociale, etc.).

Ainsi, des problèmes d'actualité pourront être abordés dans la mesure où ils peuvent donner lieu à un débat d'idées. Débat sur le prolétariat, par exemple — prévu pour le n° 3 — à l'occasion d'un livre d'un ouvrier chaudronnier de Saint-Nazaire. Pour apporter des éléments nouveaux de réflexion et d'information, un reportage sera présenté sur cette usine, et patron et ouvriers seront présents dans le studio.

Dans le premier numéro du 2 avril, un débat sur « l'objet-livre ». Pourrait-il être différent, plus beau, plus original ? Michel Butor, l'imprimeur typo Massin, l'éditeur Faucheux et le président du Syndicat des libraires — qui transmettra les doléances des lecteurs — répondront à ces questions. On présentera aussi un film sur « les 32 positions du lecteur », un extrait du débat sur la lecture à la Journée du livre marxiste, un film sur les nouveaux procédés de fabrication du livre, etc.

Dans sa 2e émission, la semaine suivante, un grand débat sur les rapports entre Londres et la Résistance intérieure, avec Henri Frenay, fondateur du réseau Combat, Claude Bourdet, l'imprimeur du premier numéro du « Combat » clandestin tiré à Villeurbanne...

« Ouvrez les guillemets », qui remplace toutes les émissions littéraires de la 1re chaîne et dispose de grands moyens et de sérieux atouts, peut réussir. Il lui faudra résister aux pressions de toute sorte, « book business » ou direction de l'Office. Il lui faudra, tant par ses idées que par son honnêteté, chaque lundi, « créer la surprise ».

THIERRY DELPUECH

Télé-sélection

VENDREDI 30 MARS

« Que jamas » : la « révolution » péruvienne (21 h 05, ch. 3)

Au magazine Plein cadre : confession d'un trafiquant, le Vietnam, etc. (21 h 20, ch. 1).

SAMEDI 31

Une nouvelle série magazine : Les paysages qui changent (Roissy-en-France) (20 h 35, ch. 3).

DIMANCHE 1er AVRIL

« Le Roussillon », de Denis Chegaray et Pascale Breugnot : 4 femmes témoignent de leur attachement à leur culture, à leur mode de vie et à leur terre (21 h 15, ch. 2).

Une comédie musicale d'Ernst Lubitsh : « Monte-Carlo », avec Jeannette Mac Donald (22 h 25, ch. 2).

Dans la série Le grand virage, « Les chemins de la science ». La science, la croissance, l'environnement, la pollution (22 h 15, ch. 1).

LUNDI 2

« La vie privée de Sherlock Holmes », un film de Billy Wilder : au bord du Loch Ness, une femme fait perdre la tête et son flair au détective (20 h 15, ch. 3).

Alain Decaux raconte : « Fernand Cortes », l'histoire de la conquête du Mexique par quelques aventuriers et de la destruction de la civilisation aztèque (21 h 19, ch. 2).

« Ouvrez les guillemets », de Bernard Pivot : voir ci-dessus (21 h 35, ch. 1).

Le conflit intellectuels — Pouvoir à travers des extraits d'un film de Robert Lapoujade, « Le Socrate » (22 h 30, ch. 2).

MARDI 3

Montgomery Clift dans un film d'espionnage de Raoul Lévy, « L'espion » (15 h 15, ch. 2).

Aux Dossiers de l'écran, « Et l'Angleterre sera détruite », suivi d'un débat sur les V1 et V2 (20 h, ch. 2).

Un grand moment de télévision : un « Show Tino Rossi » filmé par Jean-Christophe Averty (20 h 20, ch. 1).

MERCREDI 4

« Le réveil du Dragon » de Georges Bortoli et Jean Bacque. L'Asie, la révolution : Chine, Indochine, Corée (20 h 20, ch. 3).

La première des deux parties d'une adaptation du « Pavillon des cancéreux » de Soljenitsyne (20 h 30, ch. 2).

A partir de deux reportages — à Saint-Quentin et à Lakanal de Sceaux — le dossier des rapports entre lycéens et professeurs, au magazine 73 (20 h 35, ch. 1).

JEUDI 5

L'inusable succès du cinéma commercial d'avant-guerre : « Carnet de bal » de Duvivier, avec Jouvet, Raimu, Fernandel, Françoise Rosay, Harry Baur, etc. (20 h 35, ch. 1).

Le profil de Thieu, par Jean-François Chauvel : apologie d'un criminel de guerre, une heure de propagande contre les patriotes vietnamiens (21 heures, ch. 3).

Les mutations de l'homme communiste

On peut évidemment s'extasier sur le fait qu'un jeune universitaire américain se soit plongé avec tant d'intérêt et tant d'intelligence dans l'histoire du Parti communiste français. Comme on a eu tendance à le faire à propos de l'étude de Ronald Tiersky, « Le mouvement communiste en France » (Fayard). Et à tort parce que, contrairement à une imagerie traditionnelle, les Etats-Unis ne sont pas habités par un peuple d'Américains bien tranquilles.

Pour des raisons historiques diverses, le Parti communiste français est un des plus importants, sinon le plus important, de la partie du monde qui n'est pas gouvernée par le communisme. Ce ne sont ni des raisons d'effectifs, ni des raisons théoriques qui lui donnent cette situation privilégiée, mais sans doute celles qui font de la France, pays de cinquante millions d'habitants, une des grandes puissances du XXe siècle. Avec ceci de remarquable que, dans le peloton de tête des grandes nations capitalistes, elle est la seule à avoir secrété un Parti communiste puissant.

Crise d'identité

A ce titre, l'analyse ne peut qu'être passionnante et, par conséquent, passionner un jeune homme né en 1944 en Californie et vivant en France depuis 1968. Que de pourquoi à se poser ! Et l'audace la plus grande de Ronald Tiersky aura été de prolonger ses pourquoi jusqu'en 1972, c'est-à-dire jusqu'à la date la plus récente, ce qui conduit inévitablement à coller la méthode historique



Jacques Duclos, Marcel Cachin et Maurice Thorez le 14 juillet 1938.

sur des périodes qui ne le sont pas encore, faute d'une documentation complète.

Il serait donc absurde de chicaner l'auteur sur des erreurs de fait qui tiennent plus souvent à l'insuffisance du document rendu public qu'à des insuffisances dans la recherche. Comparé à bien des ouvrages d'auteurs français parus depuis quelque temps sur le P.c.f. ou sur des événements auxquels il a participé, le livre de Tiersky fait souvent meilleure figure dans l'exactitude. Sans doute parce qu'il relève plus du souci de l'historien que de celui de l'auteur opportun. Mais également parce que — c'est là son originalité première — il ne se limite pas au récit des faits et comporte, pour plus de la moitié, une tentative d'analyse globale du communisme français.

Par certains côtés, Ronald Tiersky a fait œuvre d'ethnologue. Il aurait pu étudier les Papous ou les Dogons dans le même esprit. Car c'est bien d'une sorte de modèle de civilisation qu'il s'agit, puisant ses racines dans la terre française, celle de la Révolurion de 1789, qui elle-même... Le « jacobinisme de gauche » ou le « socialisme jacobin », tels sont en fait les dénominateurs de ce modèle-là. Ronald Tiersky aurait pu peut-être aller plus loin : comment un pays qui jouit d'une réputation de laisser-faire —

Notes de lecture

Le monde des militants

Il est si rare, dans ce pays, de lire un livre sur le monde ouvrier écrit par un ouvrier, un livre sur le « monde militant » écrit par un militant qu'il ne faut pas laisser passer celui-ci.

L'auteur du « Métier de militant » (Le Seuil), Daniel Mothé, 49 ans, est ouvrier depuis l'âge de 15 ans. Il est actuellement fraiseur chez Renault, militant C.f.d.t. et collaborateur de la revue « Esprit ». Il sait donc de quoi il parle lorsqu'il trace une brève sociologie du militant, lorsqu'il examine les convergences et les divergences entre le « militant P.c.f.-C.g.t. », celui de la C.f.d.t., celui de F.o., et le « gauchiste de base », lorsqu'il dégage enfin les caractéristiques des trois types de militant : « le tribun », celui qui rassemble les masses ; le « doctrinaire », celui qui leur donne une cohésion, les organise, les oriente vers un projet à long terme ; « l'administratif », enfin, qui fait fonctionner l'organisation et à qui revient la lourde charge de négocier avec les détenteurs du pouvoir, patrons et gouvernement.

Un livre qui permettra peut-être de mieux comprendre l'offensive syndicale qui s'amorce, de découvrir, derrière les déclarations de Georges Séguy et d'Edmond Maire, l'ébullition de « la base ».

M. B.

L'Afrique désenchantée

« L'Afrique des Africains », paru au Seuil, pourrait aussi s'intituler « Les espérances trahies ». L'auteur, Claude Wauthier, connaît bien le problème : journaliste à « Jeune Afrique », à « Présence africaine », il a vécu longtemps en Afrique. Il connaît les chefs d'Etat, les écrivains engagés de la plupart des pays d'Afrique. Et c'est en grande partie



Jacques Duclos, Robert Fabre, Georges Marchais, François Mitterrand et Paul Laurent le 1er décembre 1972.

sinon d'anarchisme intellectuel — peut-il produire un des partis communistes les plus longuement disciplinés à l'égard d'une doctrine impitoyable et d'une Mecque étrangère coupable, de l'aveu de ses propres prêtres, des pires aberrations ? Richelieu, Louis XIV, la Convention, le bonapartisme, l'utramontanisme et la férocité comme l'ampleur des guerres de religion sont, peut-être, en vrac, des commencements de réponse.

La contradiction majeure serait donc une « crise d'identité ». L'idée n'est pas neuve — Tiersky ne le cache pas — mais il la systématise. Ce parti national, qui se veut tel et qui l'est profondément, s'affirme également — il le fit même avec outrance en certaines périodes de son histoire — un membre convaincu et discipliné d'un système international dans lequel la supranationalité a rarement été égale, puisqu'elle ne s'appliquait qu'au compte de l'Union soviétique. Ce parti de gouvernement, de plus en plus conscient de la réalité française, c'est-à-dire d'un ensemble complexe qui se nourrit d'une méfiance permanente pour les vérités révélées, se présente comme une avant-garde détentrice des moyens infaillibles — y compris lorsqu'elle reconnaît que les hommes la composant peuvent se tromper en les utilisant — de créer une société parfaite. Et ce parti pris de rigueur intellectuelle est sans cesse dévoré par un besoin de réfléchir, d'aller plus loin, voire de remettre en cause.

« On peut considérer la contre-communauté des communistes français comme une mini-société de remplacement fondée sur l'organisation du parti et « vivant » à l'intérieur de la société française existante », constate l'auteur, qui ajoute d'ailleurs que « cette contre-communauté est plus qu'une simple société », parce qu'elle comporte, en plus des règles liant toute société, des valeurs et des objectifs communs. Or, le mouvement du P.c.f. — et il aurait peut-être fallu plus insister là-dessus — le conduit à se méfier de sa propre existence de contre-communauté. Ronald Tiersky n'a peut-être pas perçu, au-delà de la fermeté de l'ensemble, le besoin de se sentir moins « en dehors » que ressentent de plus en plus beaucoup de militants communistes.

L'île menacée

Maintenir une île au milieu d'un monde qui baigne dans l'information la plus rapide et la plus contradictoire n'est pas aussi simple. Le Parti communiste de 1920 agissait à un moment qui ne connaissait ni la radio, ni la télévision, ni la débauche publicitaire des sociétés de consommation. L'homme communiste ne peut plus être le même, sans que soit pour autant remise en cause la netteté de ses convictions.

C'est bien pourquoi ce n'est pas seulement la « désacralisation » de l'U.r.s.s. qui est à l'origine de l'évolution des communistes ouest-européens, mais également — et peut-être plus profondément — l'influence des conditions nouvelles dans lesquelles nous vivons quotidiennement. Peut-être aurait-il fallu à Ronald Tiersky d'être né dans la vieille France et d'y avoir vécu longtemps pour avoir complètement saisi que les difficultés d'adaptation que ressentent les communistes sont aussi une projection de celles que ressentent à peu près tous les Français.

Cette critique mineure ne peut que prouver qu'il est des portes qui ne se franchissent qu'avec le temps. Ronald Tiersky en a tant franchies avec bonheur qu'on aurait mauvaise grâce à lui reprocher d'en avoir oublié une. D'autant qu'avec une modestie qui prouve beaucoup de lucidité, il attend toujours une « histoire générale adéquate » du P.c.f. Si ce livre-là paraît un jour, il ne pourra pas ignorer Ronald Tiersky.

GEORGES FRAMERIES

sur l'œuvre de ces écrivains qu'il s'appuie pour montrer le désenchantement des générations qui ont vécu l'indépendance.

Car se libérer de la domination européenne a, souvent, été insuffisant. Dans bien des pays d'Afrique, le néo-colonialisme a remplacé le colonialisme. Et dans bien des pays, les intellectuels, risquant l'exil ou la prison, ont pris parti contre leurs dirigeants. Dans une première édition de son livre, Wauthier avait étudié les textes de ceux qui ont lutté pour l'indépendance. Ici, il y ajoute l'analyse des hommes qui, après l'indépendance, ont été déçus. Et l'ont dit. Un livre désespérant, mais qui, mieux que de longs discours, fait comprendre l'Afrique des Africains.

M.B.

Cinéma : L'autre côté du miroir

Lorsqu'Alice eut échappé à la tutelle de Lewis Carroll, elle donna la main à l'ange Heurtebise pour traverser les miroirs de Cocteau. Elle n'a pas cessé depuis et son dernier avatar a pris les traits de Susannah York pour se mouvoir, entre imaginaire et réel, entre vie et mort, dans l'insolite film de Robert Altman « Images ».

Alice donc s'est mariée à un photographe, mais a continué secrètement une existence multiple : la « vraie », celle des contes qu'elle écrit pour y retrouver une belle licorne — les psychanalystes auront interprété d'eux-mêmes — celle où l'agressent d'inlassables amants qui la poursuivent jusque dans ces vacances campagnardes où se situe le film. Constamment, elle franchit les miroirs et finit par s'y perdre — le spectateur avec elle : ses amants l'ont-ils rejointe dans cette vallée irlandaise pleine de poneys, ou seulement leurs fantômes ? Et leurs étreintes : réalités ou fantasmes ? Et l'assassinat qu'elle commet sur eux ? Et les rencontres avec son double ?

Il n'est pas question ici de livrer les clés d'une horlogerie infiniment complexe qu'Altman a construite avec une minutie maniaque : pas une dent de rouage qui ne soit parfaitement acérée, pas un détail qui ne signifie beaucoup, pas une pièce manquante au puzzle...

Mais ce serait sous-estimer ce film que de le ramener à l'équivalent d'un roman policier comme on les écrivait il y a trente ans. Au même titre que « L'autre » ou que « Duel », récemment chroniqué ici — et qui ne sortira finalement que le 12 avril — « Images » est avant tout un des plus beaux produits de la magie noire au cinéma, la réussite d'un poète. Cela n'étonnera pas de la part d'un réalisateur qui — de « Mash » à « Brewster Mc Cloud », en passant par « John Mc Cabe » — n'a jamais fait deux fois la même chose. Son dernier-né est un film fantastique, et un fantastique film.

SERGE RICHARD

Tristes tropiques

COMMENT ON FAIT VOTER OUTRE-MER

Gérard Decostils est allé récemment à la Guadeloupe et à la Martinique pour suivre, au nom du Parti socialiste, le déroulement des élections législatives.

Apparemment, l'administration a bien travaillé : 9 des 10 députés élus par les départements d'outre-mer appartiennent à la majorité... Pour mieux comprendre ce résultat, « l'Unité » publie le journal de voyage de Gérard Decostils.

SAMEDI 3 MARS, FORT-DE-FRANCE (Martinique)

A la descente de l'avion, la douce chaleur et les sourires autochtones dissimulent mal la tension qui règne ici.

Déjà, la radio du préfet, qui se camoufle sous l'étiquette O.r.t.f., programme à tout va Messmer, Peyrefitte et Pompidou. « France-Antilles », le quotidien local, propriété de Robert Hersant et surveillé lui aussi par la préfecture, titre ainsi sa dernière « une » : « En votant pour les candidats de la majorité, vous affirmerez vouloir rester Français. » Et puis, ce soir, la télévision locale diffuse les derniers échanges de la campagne électorale. Elle ne relaie les émissions venues de la métropole qu'avec 24 heures de retard. Et, ici, ces propos tombent à plat dans une réalité qu'ils ne visent pas.

Première révélation de mes amis martiniquais : quelques jours plus tôt, le préfet de la Martinique, Terrade, a requis la police nationale pour lui faire distribuer bulletins de vote et professions de foi. Cela en violation flagrante de l'article L 50 du code électoral. Voilà, le ton est donné

DIMANCHE 4 MARS

A 7 heures du matin l'île est déjà sillonnée par d'importants convois de la gendarmerie. En cas de troubles, me précise-t-on. Et pourquoi des troubles ? Là je n'obtiens plus de réponse.

J'arrive au Robert. Un des bureaux de vote est constellé d'affiches conseillant de voter pour la majorité. Devant ces affiches, un gendarme à la stature impressionnante. Un tableau saisissant qui résume bien la situation : si vous ne votez pas avec la force, avec l'administration, la répression vous tombera dessus. Alors, quand pour vivre il n'y a que les allocations familiales que « l'Etat-gendarme » distribue, la peur vient vite. Et l'on choisit le bon bulletin de vote.

A côté de ce bureau, dans une autre classe de cette école. Une table tenue par une charmante Antillaise. Devant elle, 200 à 300 cartes d'électeurs. Ce sont des cartes qui n'ont pu être distribuées par les P.t.t. en temps voulu. Je me renseigne plus précisément. Utilisant habilement un article du code électoral, les responsables locaux ont fait deux tas : les bien pensants, à qui on envoie leur carte. Et les « rouges » ou les douteux, dont la carte est conservée. Si ces parias veulent quand même voter, il faudra qu'ils se montrent, qu'ils viennent vers cette table chercher leur carte d'électeur. Alors, quand on n'a pour vivre que les allocations familiales... voir plus haut.



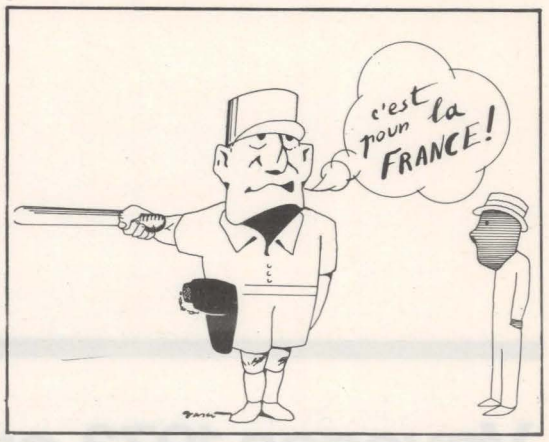
AU FRANÇOIS

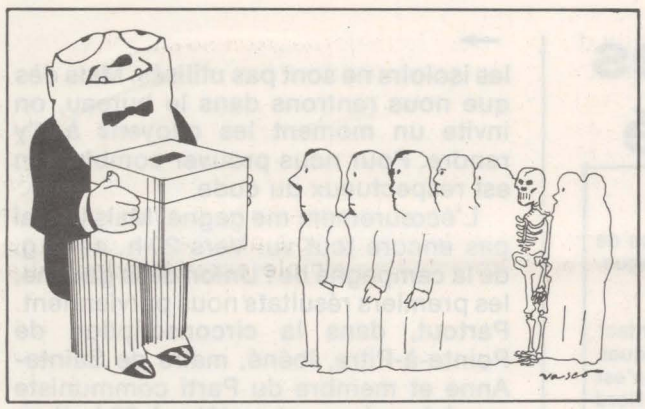
A circuler à travers l'île, de bureau de vote en bureau de vote, l'amalgame se précise. Au Vert-Pré, les bureaux du poste de police sont couverts d'affiches. Pour la majorité exclusivement. L'explication : « on » n'a pas eu le temps de les retirer.

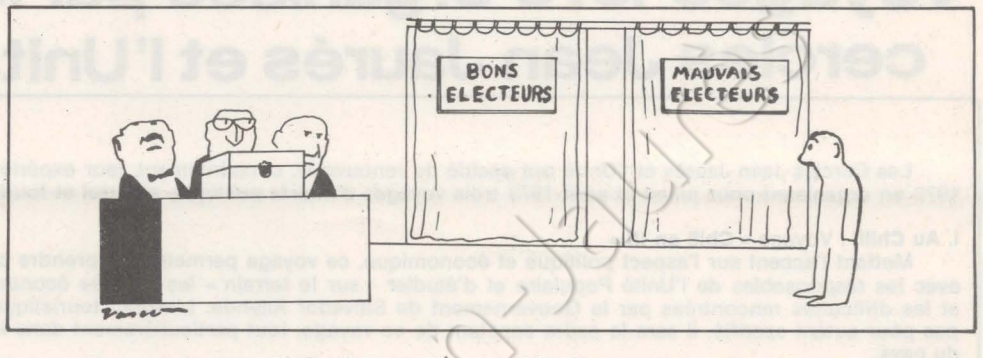
Au François, le maire élu à la tête d'une liste de gauche en 1971 a été suspendu. Une affaire rondement menée. Grâce à la complicité d'un employé de mairie, il se voit accusé de détournement. Une simple enquête administrative l'eût lavé de tout soupçon, mais, à deux mois des législatives, l'occasion était trop belle. Et puis, ce maire est un empêcheur de tourner en rond : au lieu de remercier le préfet qui vient d'autoriser le plan d'assainissement d'un marigot pour 7 500 000 F, ne s'avise-t-il pas de trouver cela trop cher, de consulter un expert et de faire approuver plan et financement par le Crédit agricole pour un million et demi seulement ? De quoi se mêlait-il ? Les 6 millions de différence ne devaient pas être perdus pour tout le monde.

La journée s'achève dans le calme. Des camarades nous amènent des cartes de défunts qui ont voté une fois de plus. Une socialiste s'est aperçue, en votant, que la liste d'émargement était déjà pointée à côté de son nom. Alors le président du bureau a coché un peu plus loin. Un autre a pisté son voisin et l'a vu voter quatre fois dans quatre bureaux différents. Dès demain, les garages et les vendeurs d'électro-ménager de l'île vont voir leur chiffre d'affaires augmenter. Il a bien fallu récompenser en espèces sonnantes tous ces gens qui ont si bien voté.









AU MARIN

A 18 h, la clôture des bureaux. Nous arrivons dans un climat d'émeute. Un carreau vole en éclats. Les gendarmes s'efforcent avec calme de contenir la foule. On a vu un délégué du candidat U.r.p. se rapprocher de l'urne pour y introduire un paquet de bulletins. Le candidat du Parti progressiste martiniquais (P.p.m.), le parti d'Aimé Césaire, maire de Fort-de-France, profite de ma présence et déclare aussitôt : « Nous allons téléphoner immédiatement à Paris ». La tension retombe aussi vite qu'elle était montée. Le dépouillement a commencé au François, où 2 000 personnes sont massées devant la mairie. On annonce que le communiste est battu. Un cortège se forme, la foule est écœurée.

A Fort-de-France, c'est l'angoisse : Césaire est menacé. La foule pleure. Enfin, c'est sûr, Césaire est réélu. Mais la foule, encore commotionnée, s'écoule sans joie.

DIMANCHE 11 MARS, LA GUADELOUPE

Tous les calculs le prouvent : si le report des voix de gauche se fait dans une proportion normale, il peut y avoir deux communistes élus ce soir en Guadeloupe. Les petites fraudes « classiques » ne suffiront pas cette fois. Alors, la majorité fait donner la grosse artillerie.

Dès l'ouverture du scrutin, les délégués scrutateurs de Fort-Blanc constatent qu'on leur refuse d'ouvrir les urnes. Ce soir, dans cette commune, il y aura 754 votants sur 764 inscrits, soit 98,69 % de votants contre 62,25 % dans l'ensemble de la circonscription. A Chazeau, le président du bureau de vote expulse manu militari le juge chargé de contrôler les opérations. Et, dans un état avancé d'ébriété, il se vante d'avoir réussi « sa » fraude.

Parcourant l'île, je constate les mêmes irrégularités qu'en Martinique : rares sont les bureaux où les bulletins de vote sont rangés sur la table de décharge prévue par le code. On les trouve plutôt devant l'urne, sous le regard sévère du président. En regardant par les fenêtres, nous constatons que →

L'Eglise revient à son message

Dom Helder Camara, Georges Bernanos : des chrétiens bien spéciaux pourrait-on dire. La parole impérieuse de l'un, la phrase cinglante de l'autre jettent sur leur Eglise une lumière sans complaisance. Mais ces figures de proue peuvent aider l'agnostique, et singulièrement le socialiste non croyant, à éprouver ce fonds commun à tout homme libre : la révolte et le refus. Refus de toutes les délations, de toutes les terreurs, de toutes les tortures, de toutes les guerres, même saintes, de tous les asservissements. Et révolte au nom même de la dignité et de l'amitié.

C'est en publiant, dans leur livre « Les chrétiens et les révolutions », des extraits d'une conférence de l'évêque du Brésil et le roman du grand écrivain catholique « Les grands cimetières sous la lune » que les Editions Martinsart nous donnent — encore un — l'un des excellents ouvrages de la collection L'humanité en marche.

Elle est en marche, cette Eglise, par la voix des fidèles qui la dénoncent et ne craignent pas de mettre en cause une religion qui « ne se rend pas compte qu'il est urgent de faire face aux vrais problèmes du monde ». Ces vrais problèmes s'appellent la justice, la lutte contre la misère, le combat pour la paix. Et qu'il s'agisse de la rébellion espagnole — vécue du dedans par Bernanos — ou de la terrible condition des pauvres du Brésil — dont témoigne Helder Camara — l'objectif est le même : faire la révolution contre les oppresseurs, même s'ils sont des ecclésiastiques.

Pour Jacques Madaule, le Christ fut le premier révolutionnaire de l'Antiquité. N'annonçait-il pas la « bonne nouvelle » dans un monde décadent ? Ne promettait-il pas, au contraire du particularisme juif, le « royaume » à tous les humains ? Mais trop souvent préoccupée d'affermir son pouvoir temporel, l'Eglise n'a pas toujours été fidèle au message. Sa collusion avec les puissants l'infléchit et l'oriente en dépit de ses novateurs et de ses saints. L'histoire de ces compromissions, de ces redressements, de ces équivoques, Jacques Madaule nous la restitue avec honnêteté.

La mission de l'Eglise contemporaine semble bien être ce retour à ce qui reste le plus authentique besoin de l'homme : « une contestation irrépressible de l'injustice ». Contestataire, une partie des fidèles l'est contre l'Institution-mère, à l'exemple des Bernanos et des Camara. Depuis l'action opiniâtre des prêtres-ouvriers, les chrétiens d'aujourd'hui se sentent concernés notamment par l'avènement d'un socialisme à visage humain, et la grande nouveauté est peut-être qu'ils n'attendent plus les mots d'ordre que d'eux-mêmes, en tant qu'hommes engagés dans un monde à côté d'autres hommes.

Pour accomplir la Révolution, il n'y aura pas trop de toutes les consciences assemblées hors ou dans l'Eglise.

C'est sur cet espoir que se clôt le texte de Jacques Madaule, encadré et soutenu par la solennelle déclaration de l'évêque du Brésil et par le roman de Bernanos. Cette trilogie forme une unité fort représentative de l'aile marchante de l'Eglise de notre temps.

PIERRE THIBAULT



Voyages 1973 organisés par les cercles Jean Jaurés et l'Unité

Les Cercles Jean Jaurès et l'Unité ont décidé de renouveler, conjointement, leur expérience de 1972 en organisant pour juillet et août 1973 trois voyages d'intérêt politique, culturel et touristique.

I. **Au Chili** : Voyage « **Chili an III** »

Mettant l'accent sur l'aspect politique et économique, ce voyage permettra de prendre contact avec les responsables de l'Unité Populaire et d'étudier « sur le terrain » les progrès économiques et les difficultés rencontrées par le Gouvernement de Salvador Allende. L'aspect touristique n'est pas pour autant sacrifié. Il sera le cadre constant de ce voyage, tout particulièrement dans le Nord du pays.

II. **Au Pérou** : Voyage « **Les réalités du Pérou** »

Si ce voyage est plus particulièrement orienté vers le côté culturel et archéologique, dans le cadre touristique sensationnel des Andes, les réalités actuelles du Pérou y trouveront une large place. Les civilisations préincaïques du Pérou ancien, les réalités économiques, sociales et humaines du Pérou actuel, les projets de son gouvernement, tels sont les objectifs de ce magnifique voyage. Répudiant le capitalisme, refusant le communisme, la révolution péruvienne, sous la direction du Président Alvarado, cherche une voie propre vers la démocratie sociale et économique, qui prévoit un vaste secteur autogéré et coopératif.

III. **Au Mali** : Voyage « **Les réalités du Mali** »

Pays africain ayant récemment acquis son indépendance, le Mali est confronté à de nombreux problèmes de développement : animation rurale, problèmes de l'éducation, de la médecine, du parti unique, etc...

Ces voyages sont organisés en collaboration avec la F.M.V.J., dont les services nous ont donné toute satisfaction en 1972.

CHILI

Aller et retour Paris-Santiago en avion. Santiago - Valparaiso - Concepcion - Antofagasta - Chuquicamata (Mines de cuivre) - San Pedro de Atacama - Iquique - Arica.

Visites organisées des villes, de musées, d'usines, de corfos, etc...

Rencontres organisées dans les poblaciones, les Universités, les usines, les Centres de Réforme Agraire, avec les responsables politiques et syndicaux.

Table Ronde avec les responsables des partis et mouvements de l'Unité Populaire.

Départ : 4 août
Durée : 22 jours
Prix : 4 700 F

PEROU

Aller et retour Paris-Lima en avion. Lima - Cuzco - Machu Picchu - Puno-Lac Titicaca - Arequipa - Huancayo-Trujillo-Chimbote.

Le train le plus haut du monde (4 890 m).

Visites organisées des centres archéologiques et musées (Musée de l'Or de Lima ; forteresses incas du Cuzco ; tombeaux préincas de Sillustani Chanchan, capitale de l'ancien empire Chimu).

Rencontres avec les responsables du Sinamos (Système National d'Appui à la Mobilisation Sociale) ; visites d'usines (textiles, farine de poisson), d'une coopérative agro-industrielle, d'un « pueblo-joven ».

Départ : 3 juillet et 4 août
Durée : 28 jours
Prix : 4 700 F

MALI

Paris-Bamako aller et retour en avion. Le pays Dogon - La Boucle du Niger - Tombouctou.
Transports en avion, en pirogue, en Land-Rover. Pension complète.
Prix : 2 200 F - Départs : 4 juillet et 1er août - Durée : 21 jours.

Pour tous renseignements complémentaires, inscriptions, projets de programmes, détails des prestations, etc... s'adresser à

l'Unité (Service voyages)
5, rue Viollet-le-Duc, Paris 9ème

Tristes tropiques

→

les isoloirs ne sont pas utilisés. Mais dès que nous rentrons dans le bureau, on invite un moment les citoyens à s'y rendre. Pour nous prouver combien on est respectueux du code.

L'écœurement me gagne. Mais je n'ai pas encore tout vu. Vers 20 h, au Q.g. de la campagne de l'Union de la gauche, les premiers résultats nous parviennent. Partout, dans la circonscription de Pointe-à-Pitre, Ibéné, maire de Sainte-Anne et membre du Parti communiste guadeloupéen, est en tête. A 22 h, il ne nous manque plus que trois résultats. Puis on nous annonce qu'au Cocoyer le candidat de la majorité, le député U.d.r. sortant Hélène, fait 498 voix et Ibéné 108.

Mais, très vite, c'est l'agitation. L'urne a été interceptée, transportée au domicile du candidat de la majorité, placée sous la protection de la force armée. Une heure après, les résultats sont rectifiés : le candidat de la majorité obtient 718 voix et Ibéné 18 ! Mais cette manipulation d'urne ne suffit pas : Ibéné est toujours en tête. Arrivent les résultats du Gosier, dont Hélène est le maire : alors que le taux d'absentéisme est le même d'un tour à l'autre, Hélène gagne, dans sa ville, 2 000 voix sur 5 000 votants. Il passe à 211 voix près. Beau travail !

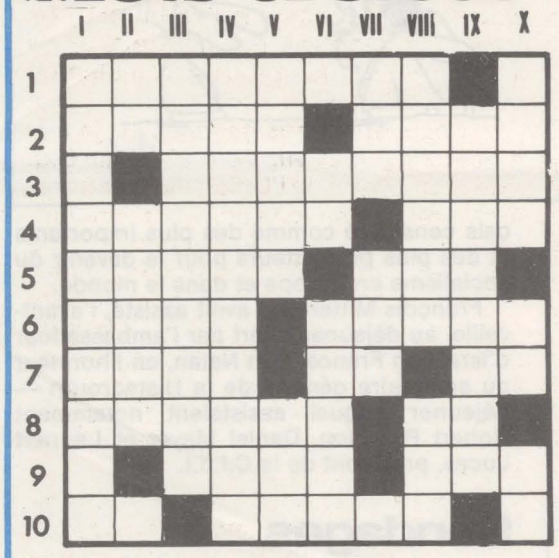
Voilà comment votent les Antilles. Ou plutôt comment l'administration les fait voter, la droite étant bien incapable de sortir de ses ornières. Mêmes tactiques bornées. Mêmes hommes : 80 % des hauts fonctionnaires qui travaillent ici ont fait « la coloniale ».

Le parallèle entre la situation dans l'Algérie de naguère et aux Antilles est tentant. Mais ce n'est pas si simple. Les îles, comme leur nom l'indique, sont isolées ; leurs populations, entassées. Quelques soubresauts sporadiques vite réprimés, parfois dans le sang. Tout cela n'est pas bien grave pour le Pouvoir. Ses préfets proconsuls ont la situation bien en main.

Alors, c'est à la gauche métropolitaine à dénoncer, sans relâche et sans lâcheté, un système néo-colonialiste reposant sur ces deux piliers fragiles : la politique du pire et le gendarme. Le Martiniquais Frantz Fanon écrivait déjà il y a vingt ans : « Nous ne poussons pas la naïveté jusqu'à croire que les appels à la raison ou au respect de l'homme puissent changer le réel, il n'y a qu'une solution : la lutte ». Pour ne plus avoir honte.

GERARD DESCOTILS

Mots croisés



PROBLEME N° 58

HORIZONTALEMENT :

1. Peut retrouver son lit en portefeuille. — 2. Direction à suivre. Il faut surveiller ses excès. — 3. Sur le golfe de Naples. — 4. Sorte de parquet. Monnaie d'échange antique. — 5. Hurlement de femmes saoules. Demi-glossine. — 6. C'est en fait un anneau. Découpés. — 7. Percevoir. Edenté. Bien simplement. — 8. Vieilles notes. Lettres de crédit. — 9. Raniment une flamme. Prénom inversé. — 10. Conjonction. Rendons du liquide.

VERTICALEMENT :

1. Bien protégé. — 2. Se trouvent en lui. Entièrement admis. — 3. En regardant le Christ, il voyait double. — 4. Permettent de joindre rapidement les points chauds... et les autres. — 5. Rayé. Désigné. — 6. Talons de rôtis. Avec ça, on est bien attrapé. — 7. Se trouve involontairement des deux côtés de la barricade. Va avec moi, chez un « poète » (!) contemporain. — 8. Auguste, il se battit contre Louis XIV. Quand on l'a bon, ce sont les autres qui en profitent. — 9. Oppression parfois recherchée. — 10. Dans l'Orne. Bien connu. Et abandonne (épelé).

EN DIAGONALE :

Rassemblement autorisé de bêtes à poil.

SOLUTION DU PROBLEME N° 57

HORIZONTALEMENT : 1. Conférence. — 2. Rua. Motion. — 3. Atrium. Eu. — 4. Bailleur. — 5. Ernée. Da. — 6. Dés. Ramai. — 7. Fès. Banane. — 8. Vatican. — 9. Navigation. — 10. Diane. Esse.

VERTICALEMENT : 1. Crabe. Fond. — 2. Outard. Aï. — 3. Narines. Va. — 4. Iles. Vin. — 5. Emule. Bâgé (le-Chatel). — 6. Rome (unique objet...). Rata. — 7. Et. Uranite. — 8. Nier. Macis. — 9. Cou. Danaos. — 10. En. Païenne.

Abonnés arrivés à échéance réabonnez-vous sans tarder

BULLETIN D'ABONNEMENT A L'UNITE
41, Boulevard MAGENTA - Paris 10e

Je soussigné (1).....

Profession .....

Demeurant .....

.....

*désire souscrire un abonnement**

normal de 6 mois à	*50 F* ☐
normal d'un an à	*90 F* ☐
de soutien à	*100 F* ☐
de soutien à	*150 F* ☐
de soutien à	*200 F* ☐

**Cochez la case correspondante*

*Je vous adresse le montant correspondant**

par chèque bancaire ☐
par chèque postal ☐
ou virement
au C.C.P. ☐
Roland Florian Paris 14920-38

Date et Signature

(1) PRIERE D'INDIQUER NOM ET ADRESSE EN LETTRES CAPITALES

Pour les abonnements Etranger, le prix sera indiqué sur demande.

L'UNITE

Rédaction : 5 rue Viollet-le-Duc
(Paris-9e) Tél. : 878.44.34
Administration : 41 bd de Magenta
(Paris-10e) Tél. : 208.23.50

Directeur général : Pierre Mauroy

Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION

Serge Richard (rédacteur en chef), Claude Fuzier, Guy Perrimond, Nicolas Brimo, Michèle Backmann, Robert Butheau, Christine Cottin, Daniel Mitrani, Jean Montagnard, Gilberte Muller, Christiane Peyre, Maurice Séveno, Pierre Thibault, Claude Vintoux, Antoine Violet.

SEC. DE REDACTION-MAQUETTES

Nicole Chaillot

AVEC LA COLLABORATION DE

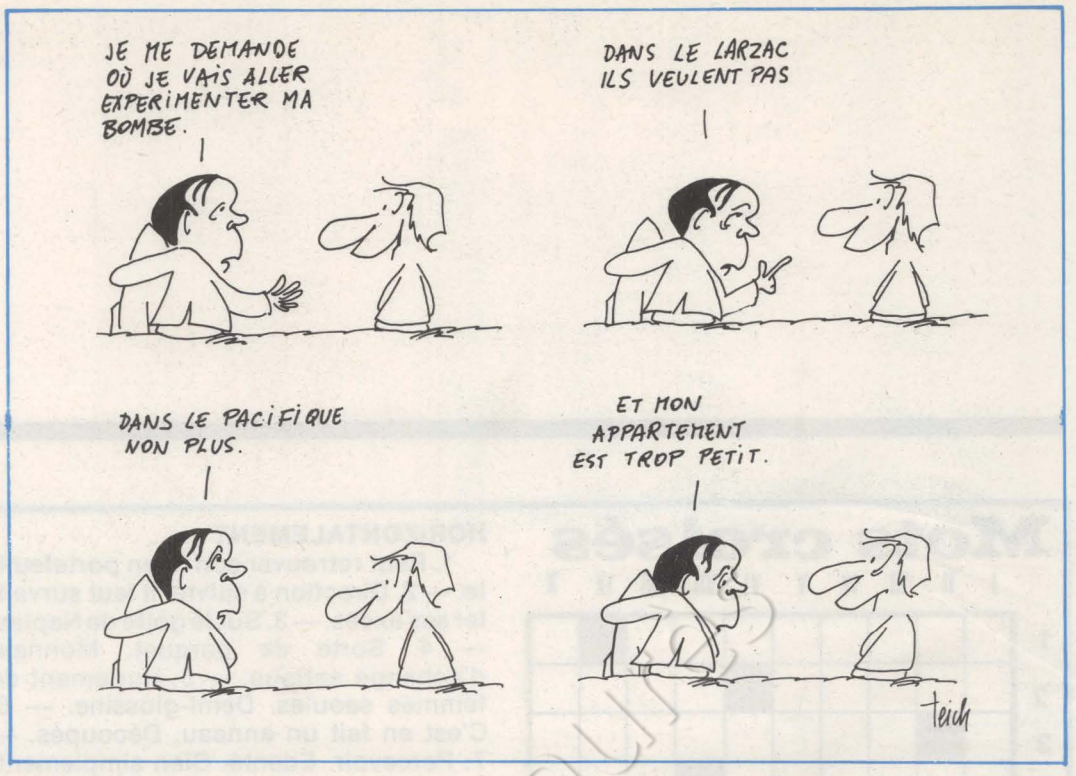
Jean-Pierre Chevènement, Georges Conchon, Yves Durrieu, Roger Fajardie, Georges Fillioud, Claude Gault, Gérard Jaquet, Pierre Joxe, Pierre Lavau, Emile Loo, François Mitterrand, Robert Pontillon, Henri-François Rey, Georges Sarre, Dominique Taddeï.

ADMINISTRATION

Conseiller technique : François de Grossouvre
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé.
Publicité : Régie Publicitaire, 2 rue du Cygne, Paris 1er. Tél. 508.45.00 (Michèle Pancaldi).
Spectacles : France-Lafayette, 10 rue Bleue, Paris 9e. Tél. 523.10.35 (Jean-Pierre Lemaire).
Directeur de publication : Michel Lecornet.
Société éditrice : Les Nouvelles Editions de l'An 2000.

IMPRIMERIE D'HEBDO T.C.

A contre-pied



Ce gauchiste de Guichard

En février, les services du Premier ministre éditaient une luxueuse plaquette expliquant, entre autres bonnes choses, l'excellence de la politique du logement du gouvernement. C'est nous qui construisions le plus, le mieux, le moins cher. Le 21 mars, Olivier Guichard, saisi d'une crise de contestation aiguë, a déclaré que rien n'allait plus, qu'il fallait « casser les grands ensembles », repenser le tissu urbain, l'équiper, éviter la ségrégation ; mieux, faire participer les habitants à la définition et à la gestion de leur cadre de vie.

Chaban-Delmas avait fait préparer, il y a un an, une telle directive et n'avait pu la sortir. Le voilà grillé : on trouve toujours un plus gauchiste que soi !

Que cette directive change grand chose est une autre question. Elle compliquera les opérations entreprises par les collectivités locales, sans modifier pour autant la loi du marché. Mais elle a permis quelque gros titres de journaux. Ce qui, pour le Pouvoir, est l'essentiel.

Messmer en procès

Pierre Messmer va-t-il avoir des problèmes avec les femmes ? Me Gisèle Halimi, présidente de l'association Choisir, vient de lui adresser une lettre pour lui demander le « renvoi sine die des procès d'avortement déjà fixés et la suspension des poursuites déjà engagées ou à engager par le ministère public ». Difficile intérim de Messmer au ministère de la Justice depuis la démission de René Pleven ! D'autant que Gisèle Halimi écrit : « L'unanimité de tous les partis politiques et de l'opinion publique française s'est faite sur un point : la caducité de la législation actuelle sur l'avortement. Vous-même, Monsieur le Premier ministre, ainsi que Monsieur le président de la République, avez reconnu publiquement que la loi de 1920 devait être modifiée. »

Professeur de racisme

« En observant la qualité nominale des 343 délinquants en question, l'orthographe et la résonance de leur nom patronymique, je me suis rendu compte à l'évidence qu'elles n'apparaissaient pas très catholiques... » Ce jugement pour le moins curieux, pour ne pas dire raciste, provient d'une lettre du Pr Lortat-Jacob, président du conseil de l'Ordre des médecins. Il y répondait au président de la Confédération nationale des familles chrétiennes, qui lui avait demandé, en avril 1971, son opinion sur les 343 femmes qui venaient de déclarer dans un manifeste qu'elle s'étaient fait avorter.

Israël et le P.s.

François Mitterrand a reçu, cette semaine, une délégation de la centrale syndicale israélienne Histadrouth, conduite par son secrétaire général Ben Aaron. Celui-ci s'est particulièrement intéressé à la renaissance du socialisme en France telle qu'elle a été confirmée par le résultat des dernières élections. Il a souligné le profond intérêt ressenti en Israël pour le succès du Parti socialiste français considéré comme des plus importants et des plus prometteurs pour le devenir du socialisme en Europe et dans le monde.

François Mitterrand avait assisté, l'avant-veille, au déjeuner offert par l'ambassadeur d'Israël en France, Ben Natan, en l'honneur du secrétaire général de la Histadrouth — déjeuner auquel assistaient notamment Robert Pontillon, Daniel Mayer et Laurent Lucas, président de la C.f.d.t.



Un homme d'ordre

Sur cette photo, prise à l'angle du boulevard de Port-Royal le jour de la manifestation des lycéens, un homme tient compagnie aux forces de l'ordre. Il s'appelle Gilbert Le Cavelier. Voici sa biographie : parachutiste en Algérie, agent du Sdece en Afrique noire, lieutenant de Bob Denard, alors chef des mercenaires du Congo, ancien militant du Sac, ancien appariteur musclé de la faculté des lettres de Nanterre, créateur avec Charly Lascorz de l'officine de chantage Etec et agent des Renseignements généraux. Récemment, ce curieux personnage a organisé « sur le terrain » la campagne électorale de Roger Chinaud, candidat Républicain indépendant dans le XVIIIe arrondissement. Il venait d'être condamné avec sursis dans le procès de l'Etec.

Raymond Marcellin, qui s'intéresse de si près aux relations des gauchistes, devrait aussi s'interroger sur la présence répétée de Gilbert Le Cavelier aux côtés des policiers. A chaque manifestation.

Sondages et humour

Le baromètre mensuel de la cote des hommes politiques publié mercredi par « le Figaro » ne manque pas d'humour, du moins dans sa présentation. Il y est dit, en effet, que « dans l'opposition » Jean Lecanuet gagne 8 points et arrive immédiatement derrière François Mitterrand. En fait, Lecanuet ne connaît cette progression que du fait de son ralliement, qui lui vaut désormais une bonne cote auprès des électeurs de la majorité. Mais il devient d'autant plus abusif de le classer dans l'opposition. Autre note humoristique : 36 % des personnes interrogées pensent que la France va connaître une période de calme, tandis que 45 % estiment qu'« il y a de grands risques d'agitation et de désordre ». Tiens ! On nous avait pourtant bien répété que c'était la victoire de la gauche qui devait amener l'agitation et le désordre...

Les C.d.r. dénoncent la majorité

Dans la nuit pré-électorale du 9 mars, à Toulouse, des militants socialistes avaient été agressés à coups de feu — devinez par qui ? — et ce n'est que par miracle que ce mauvais coup ne s'était pas terminé tragiquement. Depuis, on a arrêté 7 des agresseurs. Ce qui nous vaut aujourd'hui un étonnant communiqué de presse des Comités de défense de la République expliquant que, sur les 7 hommes, il n'y en a « que » deux, les nommés Pastor et Sourou, à appartenir aux C.d.r. Le communiqué précise que les 5 autres personnes constituaient « un autre groupe d'affichage de la majorité » et que c'est parmi elles « que se trouve l'homme qui a tiré ». En toute confraternité gaulliste...